

MARDI 9 MAI 2017

"L'agriculture du futur: elle sera manuelle et sans salaire."

- = **Meadows** : « **Nous n'avons pas mis fin à la croissance, la nature va s'en charger** » p.1
- = *Le sourire de Cassandre* (Matthieu Auzanneau, 2011) p.5
- = *Ce que je sais* (Charles Gave, 2011) p.10
- = *Une petite injection de dollars et c'est reparti pour un tour* (Philippe Béchade, 2011) p.12
- = *Le pétrole déclinera peu après 2015, selon un ancien expert de l'Agence internationale de l'énergie* (Matthieu Auzanneau, 2011) p.16
- = *La crise économique asiatique de 1997-1998* p.18
- = **Dérèglement du climat: des signes toujours plus alarmants** p.26
- = **Les biocarburants émettent plus de CO2 que l'essence et le diesel** p.29
- = **Le bruit de battement d'une aile** (James Howard Kunstler) p.33
- = **La vengeance des gentlemen en vert** (Dmitry Orlov) p.35
- = **Adieux à l'automobile, le dé-voiturage en marche** (Biosphere) p.40
- = **Prise en main de la nécessaire révolution environnementale** p.42

SECTION ÉCONOMIE

- = **La finance tue la productivité, image de la crise.** (Bruno Bertez) p.46
- = **Une crise made in China ?** (Cécile Chevré) p.47
- = **La cadence des mises en chantier a ralenti de 15% en avril au Canada** p.50
- = **7 ans après le début de l'austérité, la pauvreté s'accroît en Grèce** p.51
- = **La revue de presse de Pierre Jovanovic** p.53

ARTICLE SERIE VINTAGE

Meadows : « Nous n'avons pas mis fin à la croissance, la nature va s'en charger »

Terra Eco, 29/05/2012

[NYOUZ2DÉS: voici en rappel un article fondamental pour comprendre où le monde s'en va.]



Interview – La croissance perpétuelle est-elle possible dans un monde fini ? Il y a quarante ans déjà, Dennis Meadows et ses acolytes répondaient par la négative. Aujourd'hui, le chercheur lit dans la crise les premiers signes d'un effondrement du système.

En 1972, dans un rapport commandé par le Club de Rome, des chercheurs de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) publient un rapport intitulé « Les limites de la croissance ». Leur idée est simple : la croissance infinie dans un monde aux ressources limitées est impossible. Aussi, si les hommes ne mettent pas fin à leur quête de croissance eux-mêmes, la nature le fera-t-elle pour eux, sans prendre de gants.

En 2004, le texte est, pour la deuxième fois, remis à jour. Sa version française vient – enfin – d'être publiée aux éditions Rue de l'échiquier. En visite à Paris pour présenter l'ouvrage, Dennis Meadows, l'un des auteurs principaux, revient sur la pertinence de projections vieilles de quarante ans et commente la crise de la zone euro, la raréfaction des ressources et le changement climatique, premiers symptômes, selon lui, d'un effondrement du système.

Terra eco : Vous avez écrit votre premier livre en 1972. Aujourd'hui la troisième édition – parue en 2004 vient d'être traduite en français. Pourquoi, selon vous, votre livre est encore d'actualité ?

Dennis Meadows : A l'époque, on disait qu'on avait encore devant nous quarante ans de croissance globale. C'est ce que montrait notre scénario. Nous disions aussi que si nous ne changions rien, le système allait s'effondrer. Pourtant, dans les années 1970, la plupart des gens estimait que la croissance ne s'arrêterait jamais. C'est aujourd'hui que nous entrons dans cette période d'arrêt de la croissance.

Tous les signes le montrent. Le changement climatique, la dislocation de la zone euro, la pénurie d'essence, les problèmes alimentaires sont les symptômes d'un système qui s'arrête. C'est crucial de comprendre qu'il ne s'agit pas de problèmes mais bien de symptômes.

Si vous avez un cancer, vous pouvez avoir mal à la tête ou de la fièvre mais vous ne vous imaginez pas que si vous prenez de l'aspirine pour éliminer la fièvre, le cancer disparaîtra. Les gens traitent ces questions comme s'il s'agissait de problèmes qu'il suffit de résoudre pour que tout aille bien.

Mais en réalité, si vous résolvez le problème à un endroit, la pression va se déplacer ailleurs. Et le changement ne passera pas par la technologie mais par des modifications sociales et culturelles.

Comment amorcer ce changement ?

Il faut changer notre manière de mesurer les valeurs. Il faut par exemple distinguer la croissance physique et de la croissance non physique, c'est-à-dire la croissance quantitative et la croissance qualitative. Quand vous avez un enfant, vous vous réjouissez, au départ, qu'il grandisse et se développe physiquement. Mais si à l'âge de 18 ou 20 ans il continuait à grandir, vous vous inquiéteriez et vous le cacheriez. Quand sa croissance physique est terminée, vous voulez en fait de la croissance qualitative. Vous voulez qu'il se développe intellectuellement,

culturellement. Malheureusement, les hommes politiques n'agissent pas comme s'ils comprenaient la différence entre croissance quantitative et qualitative, celle qui passerait par l'amélioration du système éducatif, la création de meilleurs médias, de clubs pour que les gens se rencontrent... Ils poussent automatiquement le bouton de la croissance quantitative. C'est pourtant un mythe de croire que celle-ci va résoudre le problème de la zone euro, de la pauvreté, de l'environnement... La croissance physique ne fait aucune de ces choses-là.

Pourquoi les hommes politiques s'entêtent-ils dans cette voie ?

Vous buvez du café ? Et pourtant vous savez que ce n'est pas bon pour vous. Mais vous persistez parce que vous avez une addiction au café. Les politiques sont accros à la croissance. L'addiction, c'est faire quelque chose de dommageable mais qui fait apparaître les choses sous un jour meilleur à courte échéance. La croissance, les pesticides, les énergies fossiles, l'énergie bon marché, nous sommes accros à tout cela. Pourtant, nous savons que c'est mauvais, et la plupart des hommes politiques aussi.

Ils continuent néanmoins à dire que la croissance va résoudre la crise. Vous pensez qu'ils ne croient pas en ce qu'ils disent ?

Prenons l'exemple des actions en Bourse. Auparavant, on achetait des parts dans une compagnie parce qu'on pensait que c'était une bonne entreprise, qu'elle allait grandir et faire du profit. Maintenant, on le fait parce qu'on pense que d'autres personnes vont le penser et qu'on pourra revendre plus tard ces actions et faire une plus-value. Je pense que les politiciens sont un peu comme ça. Ils ne pensent pas vraiment que cette chose appelée croissance va résoudre le problème mais ils croient que le reste des gens le pensent. Les Japonais ont un dicton qui dit : « *Si votre seul outil est un marteau, tout ressemble à un clou.* » Si vous allez voir un chirurgien avec un problème, il va vous répondre « chirurgie », un psychiatre « psychanalyse », un économiste « croissance ». Ce sont les seuls outils dont ils disposent. Les gens veulent être utiles, ils ont un outil, ils imaginent donc que leur outil est utile.

Pensez-vous que pour changer ce genre de comportements, utiliser de nouveaux indicateurs de développement est une bonne manière de procéder ?

Oui, ça pourrait être utile. Mais est-ce ça qui résoudra le problème ? Non.

Mais qu'est-ce qui résoudra le problème alors ?

Rien. La plupart des problèmes, nous ne les résolvons pas. Nous n'avons pas résolu le problème des guerres, nous n'avons pas résolu le problème de la démographie. En revanche, le problème se résoudra de lui-même parce que vous ne pouvez pas avoir une croissance physique infinie sur une planète finie. Donc la croissance va s'arrêter. Les crises et les catastrophes sont des moyens pour la nature de stopper la croissance.

Nous aurions pu l'arrêter avant, nous ne l'avons pas fait donc la nature va s'en charger. Le changement climatique est un bon moyen de stopper la croissance. La rareté des ressources est un autre bon moyen. La pénurie de nourriture aussi. Quand je dis « bon », je ne veux pas dire bon éthiquement ou moralement mais efficace. Ça marchera.

Mais y-a-t-il une place pour l'action ? La nature va-t-elle corriger les choses de toute façon ?

En 1972, nous étions en dessous de la capacité maximum de la Terre à supporter nos activités, à 85% environ. Aujourd'hui, nous sommes à 150%. Quand vous êtes en dessous du seuil critique, c'est une chose de stopper les choses. Quand vous êtes au-delà, c'en est une autre de revenir en arrière. Donc oui, la nature va corriger les choses. Malgré tout, à chaque moment, vous pouvez rendre les choses meilleures qu'elles n'auraient été autrement. Nous n'avons plus la possibilité d'éviter le changement climatique mais nous pouvons l'atténuer en agissant maintenant. En réduisant les émissions de CO2, l'utilisation d'énergie fossile dans le secteur agricole, en créant des voitures plus efficaces... Ces choses ne résoudre pas le problème mais il y a de gros et de petits effondrements. Je préfère les petits.

Vous parlez souvent de « résilience ». De quoi s'agit-il exactement ?

La résilience est un moyen de construire le système pour que, lorsque les chocs arrivent, vous puissiez continuer à fonctionner, vous ne vous effondriez pas complètement. J'ai déjà pensé à six manières d'améliorer la résilience. La première est de construire « des tampons ». Par exemple, vous faites un stock de nourriture dans votre cave : du riz, du lait en poudre, des bocaux de beurre de cacahuète... En cas de pénurie de nourriture, vous pouvez tenir plusieurs semaines.

A l'échelle d'un pays, c'est par exemple l'Autriche qui construit de plus gros réservoirs au cas où la Russie fermerait l'approvisionnement en gaz. Deuxième chose : l'efficacité. Vous obtenez plus avec moins d'énergie, c'est ce qui se passe avec une voiture hybride par exemple... ou bien vous choisissez de discuter dans un café avec des amis plutôt que de faire une balade en voiture. En terme de quantité de bonheur par gallon d'essence dépensé, c'est plus efficace. Troisième chose : ériger des barrières pour protéger des chocs.

Ce sont les digues à Fukushima par exemple.

Quatrième outil : le « réseautage » qui vous rend moins dépendant des marchés. Au lieu d'employer une baby-sitter, vous demandez à votre voisin de garder vos enfants et en échange vous vous occupez de sa plomberie. Il y a aussi la surveillance qui permet d'avoir une meilleure information sur ce qu'il se passe.

Enfin, la redondance qui consiste à élaborer deux systèmes pour remplir la même fonction, pour être prêt le jour où l'un des deux systèmes aura une faille. Ces six méthodes accroissent la résilience. Mais la résilience coûte de l'argent et ne donne pas

de résultats immédiats. C'est pour cela que nous ne le faisons pas.

Si l'on en croit un schéma de votre livre, nous sommes presque arrivés au point d'effondrement. Et nous entrons aujourd'hui, selon vous, dans une période très périlleuse...

Je pense que nous allons voir plus de changement dans les vingt ans à venir que dans les cent dernières années. Il y aura des changements sociaux, économiques et politiques. Soyons clairs, la démocratie en Europe est menacée. Le chaos de la zone euro a le potentiel de mettre au pouvoir des régimes autoritaires.

Pourquoi ?

L'humanité obéit à une loi fondamentale : si les gens doivent choisir entre l'ordre et la liberté, ils choisissent l'ordre.

C'est un fait qui n'arrête pas de se répéter dans l'histoire. L'Europe entre dans une période de désordre qui va mécontenter certaines personnes.

Et vous allez avoir des gens qui vont vous dire : « *Je peux garantir l'ordre, si vous me donnez le pouvoir.* » L'extrémisme est une solution de court terme aux problèmes. Un des grands présidents des Etats-Unis a dit : « *Le prix de la liberté est la vigilance éternelle.* » Si on ne fait pas attention, si on prend la liberté pour acquise, on la perd.

Les limites de la croissance (dans un monde fini), Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers, ed. Rue de l'échiquier, 425 pages, 25 euros.

««« ARTICLE SERIE VINTAGE »»»

Le sourire de Cassandre

Matthieu Auzanneau, journal « le monde », 18 novembre 2011

*« S'il n'y a pas de solution, c'est qu'il n'y a pas de problème »
(devise shadok)*

Chers contemporains, nous avons maintenant la certitude que nous laisserons ce climat profondément altéré après notre passage, risquant de dégrader à jamais les conditions de la vie humaine sur Terre.

Et alors ? Alors rien.

Il est très probablement déjà trop tard pour empêcher un réchauffement supérieur à 2°C d'ici à la fin du siècle, [a confirmé la semaine dernière l'Agence internationale de l'énergie](#). Cette alerte historique a eu si peu d'écho dans les médias que y'a de quoi... je sais pas !

Le métronome de l'économie mondiale, le *Financial Times*, a relégué l'information en pied de page 4, sur deux colonnes, en dessous d'un papier sur un futur pacte de libre échange trans-Pacifique. J'imagine la combinaison d'arguments

tautologiques des rédacteurs-en-chef : (1) on s'en fout, puisqu'on savait déjà que c'était râpé ; (2) lutter vraiment contre le réchauffement, c'est très mauvais pour le business, alors autant dire que (1) on s'en fout. « Imagine all the people » ? Gratte-moi le dos, et appelons un chat un chien. L'intelligence et la compassion sont des chimères : bienvenus à bord du radeau de la Méduse.

Ailleurs, notamment dans les médias français, ce fut tout autant le silence radio. Une exception : le dernier supplément économique du *Monde* [a fait état](#) d'une analyse très simple et très implacable, montrant que si les nations respectaient leur engagement à empêcher un réchauffement supérieur à 2°C, l'essentiel des réserves mondiales d'hydrocarbures, devenues inutilisables, perdrait instantanément toute valeur économique pour les firmes qui les possèdent ([étude déjà présentée sur \[oil man\] en juillet](#)).

Naomi Klein, notre Rosa Luxembourg *soft*, touche juste dans une longue analyse qui fait la couverture du prochain numéro de *The Nation*, grand magazine de gauche américain. Son article est intitulé « [Capitalism versus The Climate](#) ». Elle y écrit :

« Ceux qui nient le réchauffement ont profondément tort sur la science. Mais ils comprennent quelque chose qui échappe encore à la gauche : le sens révolutionnaire du changement climatique. »

Subversive, la crise climatique ? Aussi modestes qu'elles soient, les politiques de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre ont été gravement sapées, [dès le début](#), par les feintes de nombreux groupes industriels, sans qu'il en coûte quoi que ce soit auxdits groupes. Et l'on sait (ou l'on devrait savoir) à quel point les "climato-sceptiques", [universitaires](#) et surtout [politiques](#), sont soutenus financièrement par les grandes firmes de l'énergie carbonée ([Exxon](#) et [Koch Industries](#) aux Etats-Unis, mais également, de ce côté-ci de l'Atlantique, [GDF-Suez](#), [Lafarge](#) ou encore [BP](#)).

Mais le ferment révolutionnaire de la crise climatique est plus évident et bien plus profond. Ce ferment est si puissant qu'il est logique qu'il passe encore largement inaperçu pour le gros de la gauche, dont le désir révolutionnaire reste tabou depuis 1989, mais dont la libido productiviste demeure intacte, sans doute par habitude, ou par accoutumance.

Car de toutes les crises écologiques, la crise du climat est celle qui apporte dans la plus claire épure la nécessité du dépassement de l'antagonisme entre économie et écologie, antagonisme désormais absolu et pourtant aberrant, puisqu'il s'agit d'une seule et même chose : éco (οἶκος), la maison !

Prétendre que la lutte contre le réchauffement nuit à l'économie est un non-sens abominable qu'assument pourtant aujourd'hui, explicitement ou simplement dans la pratique, la quasi-totalité des gouvernements de la planète.

La crise climatique nous place, il est vrai, devant la nécessité d'un dépassement révolutionnaire terriblement difficile. Elle devrait nous obliger à chercher de toute urgence quelque chose au-delà de l'expression tronquée et débile (mais qui

depuis toujours gouverne le monde) de notre désir vital de puissance : notre « [conatus](#) ». L'enjeu de la crise climatique est bien notre rapport malsain à la puissance, puisque le carbone fossile est la forme la plus efficace et malléable d'énergie que l'homme ait trouvé à sa disposition pour assouvir son propre désir de puissance... ou celui de ses chefs (selon « [l'angle alpha](#) » cher à l'économiste [Frédéric Lordon](#)).



"Le changement climatique n'est pas dans l'intérêt de notre nation". Manifestation devant la Maison Blanche contre le projet de pipeline Keystone XL, que le président Obama vient d'accepter d'ajourner. Une victoire que revendique le mouvement *Occupy Wall Street*. *"Nous pouvons être la génération qui libère enfin l'Amérique de la tyrannie du pétrole"* (Barack Obama, 2007)

Si la crise climatique nous aspire bien vers une révolution, à peu près tout nous prédispose à échouer.

L'Agence internationale de l'énergie nous a fait savoir que si avant 2017, une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre n'est pas amorcée, alors la porte sera « *fermée pour toujours* » : nous serons responsables de l'invention d'une Terre inconnue sans doute terriblement périlleuse pour nos descendants. Or un accord international n'est plus attendu avant 2018 ou 2020, et il est hautement improbable aujourd'hui qu'un tel accord prévoie une réduction drastique des émissions. N'en déplaise aux chantres du développement durable, il est depuis longtemps évident que l'ampleur des réductions d'émissions nécessaires requiert un ordre économique tout autre.

D'ici à 2017, un réveil des nations, piégées dans leurs problèmes immédiats, leur paresse, leurs habitudes, leur *ubris* et leur [avidité](#) est-il plausible ?

« *Les gens ne peuvent supporter trop de réalité* »
(sentence terrible attribuée à Carl Jung).

Le lourd silence des médias sur la question du climat, depuis la niaise et pathétique grand-messe du sommet de Copenhague, s'explique facilement : chacun perçoit, ne serait-ce qu'intuitivement, que dans la crise climatique réside le plus vaste défi jamais lancé ouvertement à l'humanité, le premier défi total qui n'ait rien d'un mystère.

Ce qu'il y a de magnifique et de troublant dans la stase qui nous garde, c'est que l'énergie qui a fait les sociétés riches, qui a libéré comme jamais notre désir de puissance, nous coince maintenant de toutes parts, comme la double-pince du homard : crise climatique & pic pétrolier.

Continuer comme ça ? [L'AIE dit](#) que rien que pour compenser le déclin de la production de pétrole des gisements existants, il faudra développer d'ici une génération (2035) le double de la production de brut actuelle au Moyen-Orient.

De nombreux d'indices, [discutés et parfois révélés sur ce blog](#), indiquent qu'un tel tour de force est probablement irréalisable (sans parler de savoir s'il est souhaitable). L'AIE elle-même, dont les pronostics ont longtemps été édulcorés [sous la pression de 'Big Oil'](#), ne masque plus guère l'impasse :

« Le monde est en train de s'enfermer dans un futur énergétique non-soutenable, qui aura des conséquences radicales. Sans un changement de direction profond, le monde va s'enfermer dans un système énergétique dangereux, inefficace et hautement carboné. »

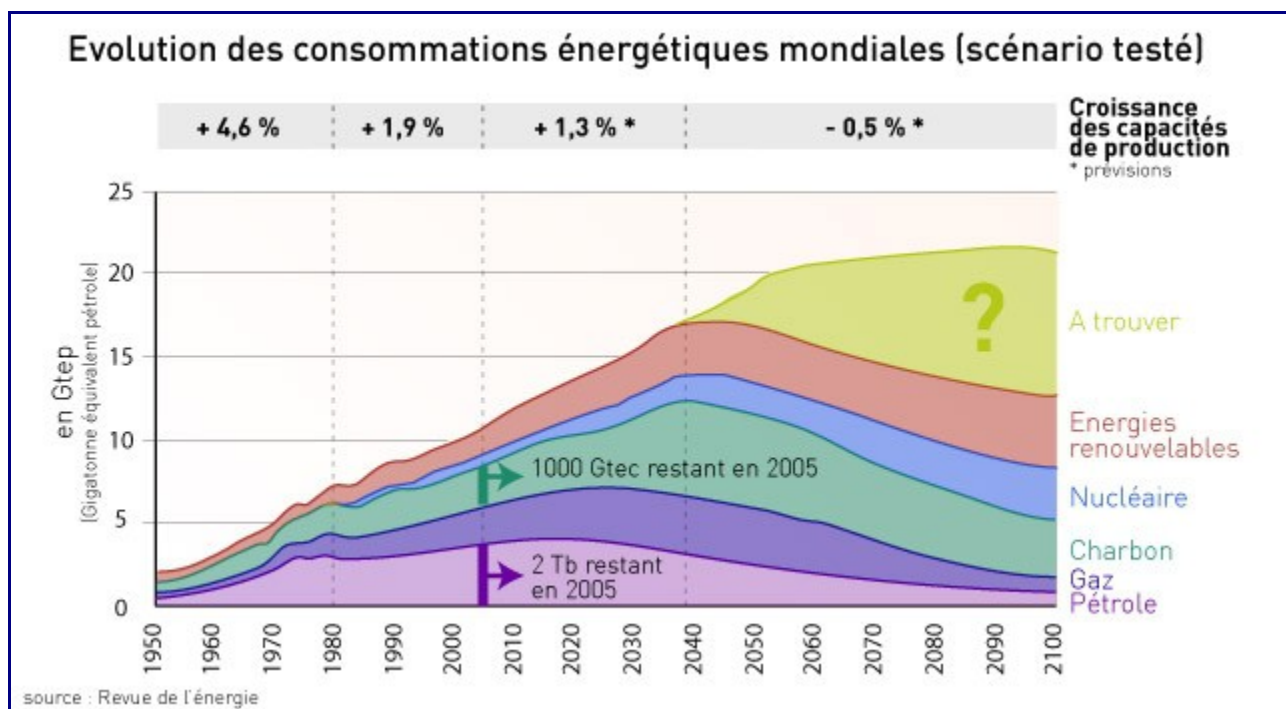
Mise en garde historique, très proche de celle lancée en 2007 dans [un rapport crucial du département recherche et développement d'EDF](#).

Ce rapport, auquel on ne saurait trop faire écho tant que les éléments qu'il contient n'auront pas leur place dans le débat public, décrivait la stase de façon limpide :

le monde se dirige vraisemblablement vers un déclin de la production TOTALE d'énergie d'ici une génération, induit par un déclin probable de la production de pétrole aux alentours de 2020, et ceci [en dépit d'une éventuelle accélération frénétique du développement du nucléaire, du charbon, du gaz et des renouvelables](#). Extrait :

« **Vers un monde régi par les plans d'urgence énergétiques ?** »

Nos simulations montrent que la situation énergétique mondiale est porteuse de risques considérables, même si sont développées dans les prochaines années les politiques énergétiques tendanciuellement vertueuses actuellement préconisées. Ces politiques ne permettront pas d'anticiper à temps les tensions. »



Les auteurs de ce rapport, le regretté Bernard Rogeaux et Yves Bamberger (alors directeur d'EDF R&D), proposaient un aperçu saisissant du futur, d'autant plus convaincant que depuis nous paraissions(,) incapables de faire quoi que ce soit de rationnel à la mesure du danger qui est en train, mécaniquement, de se déployer :

« Lorsque les tensions mondiales se concrétiseront, chaque région du monde sera dans l'obligation d'élaborer des plans d'urgence, en s'appuyant sur ses ressources propres : l'Amérique du Nord utilisera son charbon et ses pétroles non conventionnels, l'Asie son charbon qui sera toutefois rapidement insuffisant pour des besoins énergétiques en forte croissance. L'Amérique du Sud et l'Afrique pourront s'appuyer sur leurs ressources renouvelables (biomasse, hydraulique, solaire) et sur leurs énergies fossiles. La Russie – CIS et le Moyen-Orient seront en position de force car durablement excédentaires en énergie fossile. **Par contre, l'Europe, qui ne dispose ni de réserves fossiles et fissiles, ni de l'espace nécessaire à un développement massif des énergies renouvelables, sera dans une situation particulièrement fragile.** »

D'après EDF R&D, et contrairement à [ce que prêche désormais Michel Rocard](#), l'énergie nucléaire n'est guère capable d'offrir une issue pour sortir du pétrole.

Ligne de fuite ? [Le président Obama vient d'accepter d'ajourner le projet Keystone XL](#), un oléoduc titanesque qui devait transporter jusqu'au Texas le pétrole extrait (moyennant des dommages éco-logiques [colossaux](#)) des sables bitumineux du Canada (dont l'éco-nomie américaine a désormais un [besoin vital](#)).

Cette décision de la Maison Blanche, Naomi Klein [l'a revendiquée \[44'\] comme la](#)

[première victoire politique](#) du mouvement *Occupy Wall Street*.

C'est tout sauf anodin. Naomi Klein écrit dans *The Nation* :

« Les vraies solutions à la crise climatique sont également notre meilleure chance de bâtir un système économique bien plus éclairé, qui réduise les profondes inégalités, qui renforce et transforme la sphère publique, qui génère de nombreux emplois décents, et qui restreigne de manière radicale le pouvoir des grandes entreprises. »

Il y a maintenant [plus d'une dizaine générateurs électriques alimentés par des bicyclettes](#) sur *Liberty Square*, là où campent les manifestants d'*Occupy Wall Street*, et on a bien sûr le droit de juger ça ridicule.

Une configuration idéologique nouvelle semble prête à éclore :

aujourd'hui aux Etats-Unis, le plus pur affrontement politique (*Tea Parties* contre *Occupy Wall Street*) se joue sur le pétrole, comme vecteur de la puissance humaine.

Du côté clair de la force, rien n'est vraiment très mûr encore : la moche réalité a précédé l'intuition éthique, qui devance je crois une évolution idéologique inouïe. Mais l'empire contre-attaque : Mitt Romney, probable adversaire de Barack Obama lors des prochaines élections présidentielles aux Etats-Unis, [est déjà entouré par les principaux conseillers en énergie de l'ex-président George W. Bush](#).

◀◀ ARTICLE SERIE VINTAGE ▶▶

Ce que je sais

CHARLES GAVE, Posted on 29 novembre 2011

Comme je n'ai cessé de le clamer depuis trop longtemps, l'Euro est en train d'amener l'Europe dans un désastre d'autant plus inimaginable qu'il n'était pas nécessaire. Du coup, beaucoup de lecteurs, impressionnés par ma capacité à prévoir ce coup là, Madame Irma, me demandent : « Mais qu'est qui va se passer maintenant ? »

La réponse est simple : je n'en ai pas la moindre idée. Les génies qui ont créé l'Euro ont bâti un système qui ne peut pas marcher et dont on ne peut pas sortir. Prévoir ce qui va se passer, c'est essayer d'être rationnel dans un asile de fou, tâche impossible s'il en est. En revanche, si je n'ai aucune idée de ce qui va se passer dans les semaines ou les quelques mois qui viennent, je sais très bien où nous en serons d'ici deux ou trois ans. Et donc, la solution pour l'investisseur doit être de construire son portefeuille en prenant en compte ce que nous avons déjà avec une grande certitude. Mais « qu'est-ce que c'est, mais qu'est ce que c'est », me demande alors le lecteur prudent.

Ce que je sais :

1. Tout ou partie de l'Europe a vécu au dessus de ses moyens, parfois depuis des lustres, en empruntant pour « stimuler la consommation » et donc financer des déficits budgétaires qui à la longue sont insoutenables. Cela veut donc dire que la consommation Européenne a été déterminée par la somme (argent gagné+ argent emprunté). D'ici très peu de temps la consommation va devoir s'aligner sur une nouvelle loi d'airain puisque nous ne pourrons plus emprunter qui sera consommation=argent gagné – remboursement de la dette passée. Nous allons donc tout droit vers un effondrement de la consommation en Europe. La première conclusion financière est donc toute simple : n'avoir aucune valeur de consommation dans son portefeuille.

2. Cet écroulement inéluctable de la consommation veut dire que **la consommation de matières premières et de pétrole va beaucoup baisser en Europe et que donc le prix du pétrole et des autres matières premières va baisser fortement.** Quand l'Asie a sauté dans des circonstances similaires en 1998, le prix du pétrole est passé en quelques semaines de \$ 22 dollars par baril à \$ 10 dollar par baril. Il faut donc vendre toutes les valeurs de matières premières.

3. Cette baisse des matières premières est équivalente à une forte baisse des impôts pour les Etats-Unis et l'Asie. On peut donc y acheter des valeurs de consommation locales ainsi que de l'immobilier et des financières, surtout en Asie.

4. Cette baisse de la consommation va se traduire par une forte récession en Europe. Comme une grande partie des recettes fiscales sont indexées sur la TVA, laquelle repose sur la consommation, les recettes vont s'effondrer et donc les déficits budgétaires vont exploser. Comme les taux d'intérêts sont très supérieurs aux taux de croissance, le financement de la dette étatique va devenir impossible et il nous faudra reformer les dépenses étatiques dans la douleur, un peu comme la Grèce et l'Espagne sont en train d'en faire l'expérience. Il ne faut donc pas avoir une action d'une société qui aurait l'Etat comme client, ou que l'Etat contrôlerait.

5. La dette étatique qui à été crée à tout va depuis si longtemps n'a financé aucun actif productif mais juste des transferts sociaux pour gagner des voix à la prochaine élection. Cette dette constitue le principal actif de tout le secteur financier et elle ne vaut en aucun cas sa valeur à l'achat. Le secteur financier est donc en faillite virtuelle. Comme je le dis depuis des mois et des mois, il ne faut avoir aucune valeur financière.

Résumons nous en revenant aux grands économistes du passé.

- **Il faut vendre** tout ce qui a prospéré en s'appuyant sur des analyses **keynésiennes ou Marxistes** et qui bénéficiât de la croissance ininterrompue d'un Etat obèse.
- **Il faut vendre** tout ce qui touche de près où de loin à **Malthus** (trop de Chinois, pas assez de pétrole) puisque nous rentrons dans une période où il va y avoir trop de pétrole et pas assez d'Européens qui pourront l'acheter.
- **Il faut acheter Schumpeter**, c'est dire toutes les sociétés à forte valeur ajoutées intellectuelles, l'endroit où elles sont cotées important peu.

- **Il faut acheter Ricardo**, c'est-à-dire les valeurs qui participeront aux investissements d'infrastructure au Brésil, en Chine, en Inde, etc., la encore l'endroit ou elles sont cotées n'ayant aucun intérêt encore une fois. Il faut avoir son cash en dollars et ses obligations en monnaies asiatiques pour les raisons que j'ai souvent mentionnées dans le passé. Il faut construire ce portefeuille dans les semaines qui viennent tant le dénouement de cette crise se rapproche. A ce stade, Pythie ou Cassandre, je laisse le lecteur choisir.

◀◀ ARTICLE SERIE VINTAGE ▶▶

Une petite injection de dollars et c'est reparti pour un tour !

1 décembre 2011 | Philippe Béchade pour *La chronique Agora*

- Jamais la Bourse n'a autant ressemblé à un casino et si peu à un marché respectant certaines limites techniques reconnues (surachat ou survente) et statistiques. La Bourse de Paris outrepassa depuis 72 heures les écarts maximums historiques sur une période de cinq séances, et met en échec les outils d'investigation mathématiques visant à identifier des règles comportementales sur des séries de 10 000 séances ou plus.

Il faut dire que l'actualité du jour se résumait surtout ce mercredi à l'annonce d'une "action coordonnée" des banques centrales. A y regarder de plus près, *c'est surtout la Fed qui avance des dollars à la BCE — ainsi qu'aux autres banques centrales qui interagissent avec les principales institutions financières américaines, elles aussi à court de dollars.*

Si nous mettons de côté l'euphorie qui pourrait laisser penser que tous les problèmes du moment vont être résolus par la seule injection de nouvelles liquidités, *il convient de réfléchir à la motivation primordiale de la Fed. Elle a d'abord consisté à éviter un naufrage immédiat du système bancaire. Comme cela avait failli se produire au lendemain de la liquidation de Lehman !*

Dès que la nouvelle d'une réinjection de dollars dans le système financier a été rendue publique à 14h (*ce qui prouve que les banques centrales avaient bel et bien diagnostiqué un désastre bancaire imminent*), tous les robots ont annulé les ordres de vente.

- Le CAC 40 a pris plus de 60 points sans aucune transaction — si ce n'est l'exécution sporadique de quelques ordres de vente à cours limité placés dans les carnets pour la journée (ce mercredi coïncidait avec la fin du mois calendaire).

Nous avons assisté à un “krach à la hausse”. C’est tellement vrai que les échanges informatisés (les ordres manuels étant totalement inexistant) n’ont véritablement repris — après plusieurs *gaps* successifs entre 3 105 et 3 130 — que vers 14h05.

Les transactions sont demeurées nerveuses entre 3 125 et 3 150 jusque vers 14h15 — encore quelques *gaps* vers le haut. Il a fallu attendre 14h20 pour qu’un plancher se dessine enfin vers 3 130 tandis qu’une résistance se dessinait vers 3 160 points, au niveau de la moyenne mobile à 20 semaines.

Ce scénario a mis en échec toutes les stratégies de protection des positions de couverture ; impossible de faire exécuter le moindre rachat stop durant trois minutes. Il s’agit d’un des plus gros *gaps intraday* de l’histoire... si ce n’est le plus gros.

Pour les acheteurs du début de séance (plancher inscrit vers 2 990 points), la performance s’établit à +170 points (5,5%) en quelques heures. Après l’envolée de 5,5% survenue lundi, le scénario des dernières 72 heures s’apparente à un petit miracle qui n’a pas une chance d’occurrence sur mille (c’est beaucoup moins en réalité).

Un gain de 10,4% hebdomadaire ne se présente qu’une fois par décennie — c’est-à-dire toutes les 2 500 séances. Il reste encore 24 heures pour prendre en défaut (ou pas) les statistiques.

En-deçà de 1% de probabilité — s’agissant d’une séquence hebdomadaire dans le cas présent — un scénario peut être considéré comme accidentel.

Au-delà de un pour mille, c’est soit un “cygne noir”... soit la preuve d’une inefficience totale du marché qui met en échec la quasi-totalité des opérateurs utilisant des algorithmes standard (et toutes les méthodes de gestion classique).

La prise en compte de l’activité ne permet pas de trancher en faveur ou non de la pérennité de ce *rally* haussier. Après la hausse démesurée de lundi, au vu des volumes d’échanges les plus faibles de l’histoire du CAC 40 à variation comparable, la séance de mercredi a vu les échanges s’étoffer un peu.

Cependant, un chiffre d’affaires de cinq milliards d’euros pour une hausse de 4,2%, cela représente un ratio variation/volumes encore extrêmement faible.

▪ A Wall Street, les gains moyens avoisinaient 3,5% mercredi soir. Les indices américains reprenaient ainsi l'intégralité du terrain perdu au mois de novembre. Il n'aura donc fallu que quatre séances pour effacer la correction survenue au tout long des quatre semaines précédentes.

A Paris, les pertes se sont réduites de 12% jeudi dernier à 2,7% : on s'est fait peur pour rien !

Mais un petit détail nous intrigue... Comment se fait-il que les indices boursiers de l'Eurozone reprennent 10% en quatre jours alors que l'euro n'affiche que +2% (1,343 \$) au cours du même intervalle ? L'initiative des banques centrales des pays développés semble pourtant avoir pratiquement résolu tous les problèmes aux yeux des détenteurs d'actions...

Nous observons comme une étrange similitude de scénario avec l'annonce de l'adoption du FESF renforcé ou des accords de Bruxelles. Rappelez-vous que cela avait fait bondir les indices boursiers mais avaient laissé les cambistes pratiquement de marbre.

Ce mercredi, les principales places continentales ont bondi de 5%, l'euro "s'envole" de 0,8% !

Le comportement plus que réservé et prudent des spécialistes des taux et des devises prouve qu'aucun des problèmes de solvabilité et de défaut de croissance ne sont résolus sur le fond. Mais ce n'est pas grave, faisons une fête boursière à tout casser, ce qui est pris n'est plus à prendre !

On se souviendra pendant longtemps de cette fin de novembre au champagne avec 100% de titres en hausse sur le Nasdaq 100... 99,8% de hausse sur les valeurs du S&P 500 avec +6% pour les valeurs liées aux matières premières, +5,5% pour celles liées à l'automobile et +5% sur les bancaires.

La liste des titres gagnant plus de 7% dépasse la centaine, c'est un record depuis certaines séances de rebond d'anthologie en octobre en novembre 2008 !

Bien entendu, certains titres s'envolent de 20% (et plus) depuis le début de la semaine. Il ne leur faut que trois jours pour reprendre autant que ce qu'il leur fallait en trois mois il

y a 10 ans.

Encore un effort et il ne leur faudra plus que trois heures — comme certaines valeurs bancaires autour du 23 septembre ou du 5 octobre dernier.

N'importe quelle action peut valoir à peu près n'importe quoi à 48 heures d'intervalle. Il suffit d'avoir les bonnes avec le bon effet de levier pour faire fortune en une semaine... ou de les avoir achetées au mauvais moment (avant une note d'analyste négative par exemple) pour se faire rincer.

▪ Ce n'est plus de la Bourse, c'est du casino. Mais bien entendu, la roulette est truquée comme le démontre l'existence de ces abonnements spéciaux qui permettent à quelques privilégiés de connaître les intentions des agences de notation avant l'opérateur *lambda*. N'oublions pas non plus la manipulation intensive des carnets d'ordres et les rumeurs répandues par des officines spécialisées pour faire grimper à volonté telle ou telle star du Nasdaq ou faire s'effondrer telle ou telle banque européenne (au moment que certains jugent opportun) !

Tout fonctionne tellement de travers et à contretemps depuis le début de la crise grecque que personne ne s'étonne plus de voir Ben Bernanke déguisé en Père Noël déposer des milliards dans les chaussons des banquiers de la planète entière trois semaines avant le soir du réveillon.

Mais pourquoi diable ne l'a-t-il pas fait au cours des 10 jours qui ont précédé *Thanksgiving*, afin d'enrayer une série noire de sept séances de repli consécutif et doper au moment le plus opportun le moral des consommateurs ?

Sachant qu'il entretenait des discussions intensives avec la BCE depuis des semaines, cela revient à dire qu'une brusque dégradation de la situation s'est produite au cours des dernières 48 heures ou 96 heures (en incluant la journée de vendredi). Elle est probablement liée à la tension des taux en Europe à l'occasion des toutes dernières émissions des bons du Trésor en Allemagne mercredi dernier et notamment en Italie mardi matin.

Quelque chose a certainement failli mal tourner d'ici le sommet européen du 9 décembre mais la magie de Noël débarque bien avant la Saint-Nicolas sous forme de milliers de

liasses virtuelles de billets de 100 \$, disponibles à tout moment et en quantité illimitée aux guichets de la BCE (à un taux de 0,5%) jusqu'en janvier 2013.

Heureusement que les marchés s'en sont réjouis bruyamment car l'économie réelle aurait eu peu de chance de célébrer cet événement. Tout cet argent ne lui est pas destiné... il évite simplement la réédition du scénario de glaciation du marché interbancaire et de *credit crunch* post-Lehman.

◀◀ ARTICLE SERIE VINTAGE ▶▶

Le pétrole déclinera peu après 2015, selon un ancien expert de l'Agence internationale de l'énergie

20 décembre 2011, Matthieu Auzanneau

Olivier Rech a élaboré les scénarios pétroliers de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) durant trois ans, jusqu'en 2009. Il conseille désormais d'importants fonds d'investissements pour le compte de La Française AM, un gestionnaire d'actifs parisien.

Ses pronostics sur l'avenir de la production de pétrole sont aujourd'hui beaucoup plus pessimistes que ceux publiés par l'AIE...

Un élément de plus, et non des moindres, à ajouter [à la liste déjà fort longue des sources de premier plan qui agitent la menace d'un déclin imminent des extractions mondiales de brut.](#)



Olivier Rech, responsable des questions pétrolières au sein de l'Agence internationale de l'énergie de 2006 à 2009.

Quels sont vos pronostics ? Commençons par les pays producteurs en dehors de l'Opep [qui représentent 58 % des extractions et 23 % des réserves mondiales].

Hors Opep, les choses sont claires : sur 40 millions de barils par jour (Mb/j) de pétrole conventionnel extraits des champs existants, on est face à un déclin annuel de l'ordre de 1 à 2 Mb/j.

Selon vous, on est donc proche du déclin de 5 % par an de la production existante évoqué par Shell ?

Oui, c'est à peu près ça.

Et pour la production des pays de l'Opep [42 % des extractions et 77 % des réserves mondiales] ?

C'est plus difficile à dire, les données sont toujours aussi opaques, on reste dans le brouillard. Je remarque néanmoins que les banques Barclays et Goldman Sachs estiment que les capacités de production non-utilisées de l'Opep, notamment celles de l'Arabie Saoudite, sont bien moins importantes que ce qui est annoncé officiellement.

De nombreux nouveaux projets de production sont actuellement en cours de développement. Que faut-il en attendre ?

En effet, il y a de nouveaux projets au large du Brésil, du Ghana et de la Guyane. Le golfe du Mexique est encore loin d'être épuisé. L'Arctique, c'est plus incertain, mais il y a un vrai potentiel pour le gaz naturel. Cependant, il faudra compter encore une décennie avant d'en voir sortir une production significative, éventuellement de pétrole.

Alors le pic et le déclin de la production mondiale de pétrole, c'est pour quand, selon vous ?

Il est toujours délicat d'avancer une date précise. Les taux de récupération des champs existants augmentent. Aux Etats-Unis, la production à terre décline très lentement (il faut dire qu'ils forent comme des fous là-bas). C'est une erreur de sous-estimer le savoir-faire des ingénieurs spécialistes du forage.

Compte tenu de tous ces facteurs capables de retarder un déclin, quelle est votre conclusion ?

On restera certainement en-dessous des 95 Mb/j pour l'ensemble des pétroles conventionnels et non-conventionnels.

Donc, vous êtes nettement plus alarmiste que l'AIE et que Total, le plus pessimiste des groupes pétroliers, qui évoque la possibilité de maintenir la production sur un plateau situé aux alentours de 95 Mb/j jusqu'en 2030.

C'est exact. La production de l'ensemble des pétroles se trouve déjà sur un plateau depuis 2005, autour de 82 Mb/j. [NDLR : avec les biocarburants et la

transformation du charbon en carburant liquide, on arrive à 88 Mb/jj]. Il me paraît impossible d'aller beaucoup plus loin. Puisque la demande, elle, devrait continuer à augmenter (sauf, peut-être, si la crise gagne les économies émergentes), je m'attends à voir les premières tensions d'ici 2013-2015.

Et ensuite ?

Ensuite, d'après moi, **ce sera un déclin de la production de l'ensemble des carburants liquides sur la période 2015 à 2020**. Un déclin pas forcément rapide d'ailleurs, mais un déclin, ça semble clair.

Vous dites « pas forcément rapide ». Pourquoi ?

Tout va dépendre du rythme auquel les filières de pétroles non-conventionnels vont pouvoir se développer. La transformation du charbon et du gaz naturel en carburant liquide restera infinitésimale. Pour les biocarburants de première génération, je pense qu'on est déjà proche de la limite maximale. En ce qui concerne la seconde génération, on en est encore au stade des pilotes industriels. Pour arriver à une production significative à l'échelle mondiale, de 2,5 Mb/j mettons, il faudra compter encore un quart de siècle.

Tout cela sera insuffisant pour compenser le déclin des champs existants de pétrole conventionnel, d'après vous ?

Insuffisant, oui.

««« ARTICLE SERIE VINTAGE »»»

La crise économique asiatique de 1997-1998

La **crise économique asiatique** est une [crise économique](#) qui a touché les pays de l'[Asie du Sud-Est](#) à partir de [juillet 1997](#), puis qui s'est propagée, avec une moindre ampleur, à d'autres [pays émergents](#) : [Russie](#), [Argentine](#), [Brésil](#).

Le [surinvestissement](#), un important déficit de la balance des paiements, des niveaux de [dette extérieure](#) très élevés sont les causes sous-jacentes de cette [crise](#)¹, qui a débuté sous la forme d'une [crise monétaire](#) (forte [dépréciation](#) des monnaies asiatiques).

La crise est initiée par la chute du [baht](#) thaïlandais, et se propage à très grande vitesse ; la dépréciation des monnaies touche l'[Asie](#) du Sud-Est et tout particulièrement [Taïwan](#) dont la monnaie est dépréciée de plus de 45 % par rapport au dollar en l'espace de trois semaines.

Le développement économique fulgurant des pays asiatiques de 1950 à 1997

La situation économique de ces pays dans les [années 1950](#) n'est guère florissante à part pour le Japon. La décennie suivante voit progressivement les « [Dragons](#) » se développer, puis les « [Tigres](#) » à partir des années [1970](#), la [Chine](#) en [1980](#), le [Vietnam](#) et l'[Inde](#) dans

les années [1990](#). Les stratégies de développement sont souvent les mêmes. Les pays pratiquent un modèle d'[industrialisation par substitution des importations](#), protecteurs pour les industries naissantes, et une fois compétitifs, exportent (modèle [IPE](#)= promotion des exportations), tout en effectuant une remontée de gamme dans leur production. La [Banque mondiale](#) a jugé en 1993 les politiques asiatiques vertueuses, encourageant à l'épargne (crédit à la consommation, taux d'intérêts élevés pour éviter l'inflation, préservation de l'agriculture², effort de formation de la main d'œuvre (88 % de la population coréenne passée par le cycle secondaire). L'État intervenait et soutenait l'économie, notamment dans les secteurs de l'[énergie](#) et des [transports](#)³.

Dans les années 1990, ces économies prospères et en pleine croissance attirent les investissements étrangers. Sous la pression de l'OMC et du FMI, ces pays acceptent de déréglementer leurs marchés financiers, ce qui facilite les mouvements de capitaux, dans les deux sens⁴.

Une crise presque imprévisible

Un rapport de la [Banque mondiale](#) (BM) estimait en mai 1997 que l'Asie du Sud Est entretenait une croissance saine et forte (9 % sur les 10 dernières années), et notait qu'elle avait divisé par trois son taux de pauvreté en 30 ans (cas marquant de l'[Indonésie](#)).

Une tempête monétaire

L'éclatement de la bulle financière en Thaïlande provoque une chute de la bourse début 97. Le déficit de la BPC ([Balance des paiements courants](#)) (8 % du PIB) et la dette externe croissante ([endettement](#) à court terme) du pays font fuir les investisseurs et acteurs financiers de plus en plus méfiants. La forte présence de capitaux a aussi entretenu l'inflation, alors que le baht et le dollar restaient liés ([peg](#)), le [baht](#) devenant donc surévalué. Face à la fuite des capitaux et aux ventes de bahts, les autorités tentent de défendre leur monnaie (23 milliards de dollars épuisés par la Banque centrale thaïlandaise), mais le [2 juillet](#), cette dernière décide de laisser flotter sa monnaie. La défiance des spéculateurs se reporte alors sur les autres monnaies de la zone ([peso](#) philippin, [ringgit](#) malais, [roupie](#) indonésienne) et les capitaux fuient le continent (« fly to security »).

Cette défiance est encore aggravée par les experts économiques internationaux. La plupart réclament que les mécanismes du marché jouent seuls, et qu'aucune institution n'intervienne pour juguler ou limiter les effets de la crise. C'est entre autres le cas de [Milton Friedman](#), de la banque [Morgan Stanley](#)⁵, l'administration Clinton considérant la crise comme « de menus écueils »⁶ et refusant à ces pays l'aide du Trésor américain, comme celle proposée au Mexique lors de la [crise tequila](#) en 1994.

La perte de confiance dans les monnaies asiatiques s'étend et entraîne la dépréciation de la [roupie indonésienne](#), du [ringgit malais](#) et du [peso philippin](#). À l'automne, la crise

s'étend à la [Corée du Sud](#), [Taïwan](#), [Singapour](#) et [Hong Kong](#). Cette perte de confiance rapide est accentuée par le rapprochement dans les mêmes produits financiers des valeurs de toute la région⁷. La situation financière des banques et des entreprises locales, qui étaient fortement endettées à court terme en [dollars](#) et en [yens](#), s'est détériorée rapidement.

L'insolvabilité d'un grand nombre d'entre elles ainsi que la [fuite des capitaux](#) ont entraîné un collapsus du crédit et de l'activité économique entre la fin de l'année 1997 et le début de l'année 1998, empêchant les pays concernés d'exploiter les avantages de compétitivité procurés par la dépréciation de leur monnaie.

La crise se transmet aux bourses

Les flottements des monnaies laissent alors penser à leur [dévaluation](#) ou [dépréciation](#) rapide, les investisseurs récupèrent donc leurs actifs libellés en ces mêmes monnaies devenues trop volatiles.

Évolution des indices boursiers et des taux de change des devises par rapport au [dollar américain](#) de janvier à octobre 1997

	Malaisie	Indonésie	Thaïlande	Philippines
Monnaie	25 %	50 %	43 %	27 %
Indice boursier	35 %	18 %	36 %	36 %

Amplification de la crise fin 1997

Après les [Tigres](#), la crise s'étend aux [Dragons](#) (Hong Kong, Corée du Sud), le [won](#) perd 50 % face au dollar au mois de novembre. Fin 1997, 12 pays émergents sont touchés (Tigres, Dragons, [Brésil](#), [Argentine](#), [Inde](#)). En octobre 1997, l'autorité monétaire de [Hong Kong](#) soutient sa bourse en achetant massivement des actions pour soutenir les cours ; ceci n'était pas permis dans ses statuts mais a été exceptionnellement autorisé par le gouvernement chinois : les [hedge funds](#) subissent de lourdes pertes⁸. On observe une accalmie début 1998, puis un redémarrage. L'[Indonésie](#) s'enfonce sous Suharto qui augmente le déficit budgétaire (32 %) pendant la politique d'austérité du [FMI](#) (aide de 40 milliards de dollars). La crise devient politique et Suharto doit démissionner.

Au printemps, la crise passe de la sphère financière, qui a détruit en quelques mois un total de 600 milliards de dollars⁷, à la sphère de l'économie réelle. L'effondrement monétaire et financier réduit considérablement le pouvoir d'achat des populations qui n'ont plus accès au crédit (manque de liquidités des banques, taux d'intérêts élevés).

Durant l'été, la contagion internationale se confirme, le risque est [systémique](#), et aboutit au [krach russe](#) : le [rouble](#) se déprécie fortement, la hausse des prix à la consommation pourtant maîtrisés en 1997 (11 %) explose à 80 % l'année suivante. La crise est aussi politique et le remboursement de la dette externe du pays se fait par l'émission de [GKO](#) (bons du Trésor russe), dont le service occupe par la suite 35 % des dépenses

budgétaires. L'État russe se met en [cessation de paiement](#) en [1998](#).

Les économies asiatiques alimentant fortement la demande mondiale en biens d'équipements mais aussi en matières premières ([hydrocarbures](#)), la crise de 1997 provoque une baisse de la demande mondiale et donc une chute du cours des matières premières et des hydrocarbures. La crise devient mondiale. Si les bourses du monde entier subissent le contrecoup de la crise, il n'est pas pour autant évident qu'elle ait eu un impact sur l'économie réelle des grandes puissances industrielles. La chute des exportations est certes touchée par la diminution des [importations](#) asiatiques, le commerce international ne croît que de 3,8 % entre 1997 et 1998 (10 % sur l'année précédente), mais ce ralentissement est de courte durée. Avant tout, les grandes puissances industrielles se sont appuyées sur leur demande interne et un pays comme la France a enregistré un taux de croissance de 3,2 % en 1998. En outre, la dévaluation des monnaies asiatiques entraîne la dépréciation des actifs de ces pays, et offre donc des opportunités de rachats d'entreprises pour les puissances industrielles à monnaie forte. Alors que le monde occidental craignait un déferlement des [exportations](#) asiatiques sur leurs marchés (du fait de la dévaluation des monnaies de la zone, les exportations asiatiques gagnaient en compétitivité), c'est le contraire qui s'est produit, les exportations des dragons et tigres n'augmentant guère, du fait de la faiblesse de l'[investissement](#) due à l'assèchement des liquidités disponibles dans ces pays (« credit crunch » dû à la fuite des capitaux), ne permettant pas une hausse de la production. L'impact de la crise asiatique sur le monde demeure donc tout relatif.

Les « aides » des institutions financières internationales

Alors que les NPI étaient en crise depuis plusieurs mois, le FMI commença tardivement par négocier son aide, imposant la suppression de tous les dispositifs d'intervention de ces États dans leurs économies, interventions qui avaient permis la forte croissance des décennies précédentes, et dont le FMI reconnut plus tard qu'elles ne jouaient en rien un rôle néfaste dans la crise⁹. Cette baisse des budgets entraîna de très nombreux licenciements de fonctionnaires. Le FMI exigea de plus une épuration drastique de certains secteurs (la Corée du Sud devait supprimer 50 % des emplois de son secteur bancaire¹⁰).

Mais la destruction aussi massive des structures économiques de ces pays provoqua une panique supplémentaire dans les milieux financiers. En effet, l'ampleur des réformes demandées par le FMI à des économies jugées saines jusqu'alors (et qui l'étaient) firent croire que la situation était réellement catastrophique aux investisseurs, et ceux-ci amplifièrent le mouvement de retrait, au lieu de revenir dans la zone (« *Au lieu d'éteindre les flammes, le FMI a crié « Au feu ! » en plein théâtre* », [Jeffrey Sachs](#)¹¹).

L'audit du Bureau indépendant d'évaluation du FMI a jugé ces demandes mal avisées, exagérées et ne touchant pas au cœur du problème¹².

Conséquences sur les économies des pays asiatiques

Les Dragons résistent mieux à la crise

La Corée du Sud a fondé son développement industriel sur les grands conglomérats

Le [capitalisme](#) privé est étroitement lié à l'État. Les banques bien que privées sont ainsi sous tutelle. L'industrie coréenne repose sur de grands [conglomérats \(Chaebols\)](#) qui recherchent plus la conquête de parts de marché que le profit. Les résultats ont souvent été exceptionnels (hausse des capacités de production dans la sidérurgie, l'automobile, la construction navale et les composants électroniques). Toutefois, la Corée subit une perte de compétitivité (hausse des salaires, appréciation du won par rapport au dollar) dans les années 1980. La politique d'IPE jusqu'alors justifiée par l'étroitesse du marché trouve ses limites, les exportations diminuent avec des importations grandissantes et la [balance commerciale](#) devient négative. Malgré une forte épargne intérieure, l'État et les entreprises s'endettent considérablement. Les capitaux affluents à court terme, les banques de plus en plus autonomes fournissent en outre des crédits insoucieux. Les entreprises ne se soucient pas de la [rentabilité](#) de leurs investissements. Malgré ces indicateurs, le pays reste une destination profitable des investissements et cent milliards de dollars sont investis de l'étranger en Corée du Sud en 1996⁷.

Quand la crise touche le pays, la fuite des capitaux (20 milliards sur l'année 1997⁷) et la chute de la monnaie sont catastrophiques ([Kia Motors](#) fait faillite, manque d'emmener avec elle la First Bank of Korea). Malgré les appels aux dons, les particuliers donnant près de 200 tonnes d'or¹³, la monnaie sud-coréenne continue de chuter.

La situation est maîtrisée grâce à l'aide internationale (57 milliards de dollars prêtés par le FMI, la BM et la [BAD](#)). Des restructurations drastiques ont lieu : élimination des créances douteuses des banques, [règles prudentielles](#) ainsi que recapitalisation, licenciements massifs (un tiers des employés du secteur des banques au total, par exemple).

Taïwan : la résistance à la crise

Avec une croissance de 8 % au cours des 40 années précédant la crise, la politique de Taïwan a été un succès. Ce succès est dû à une association privé/publique intelligente, à un financement de l'investissement prudent (dette maîtrisée : ratio de la dette de 80 % face aux 300 % coréens), et la politique de change de la Banque centrale a freiné intelligemment l'appréciation de la monnaie. Outre cela Taïwan a presque échappé à la crise, les risques étant mieux répartis (95 % des entreprises sont des [PME](#), seuls deux grands groupes [Evergreen](#) et [Acer](#)), l'ouverture financière y était de plus mieux maîtrisée (privilège des IDE, et contrôle des investissements de portefeuille).

Hong Kong

À [Hong Kong](#) le [Dollar de Hong Kong](#) a gardé son lien fixe ('peg') avec le \$ américain

(depuis 1983) et n'a pas été dévalué, la banque centrale de Hong Kong n'émettant de la monnaie nationale qu'en proportion de ses réserves en devises et en or. Durant l'année 1997 le PIB de Hong Kong a augmenté de 5%, à baissé de 5,3% en 1998 et est repartie vigoureusement à la hausse durant les années suivantes¹⁴.

Les Tigres ou la croissance trop rapide et mal maîtrisée

La Thaïlande : une croissance déséquilibrée, présage de la crise

Si la croissance tourne aux alentours de 10 %, elle souffre de nombreux déséquilibres et d'un déficit de la balance des paiements courants de 8 % du PIB. Industriellement, faute de main d'œuvre qualifiée, le pays est l'exemple type du pays atelier (textile et montage électronique), la valeur ajoutée des exportations est donc faible, les [FMN](#) ne transfèrent aucune technologie, et le pays va souffrir de la concurrence chinoise. Financièrement, la Thaïlande a mis en place en 1993 la Bangkok International Banking Facilities, centre financier offshore chargé de concurrencer [Singapour](#). Il devait servir aux investisseurs étrangers désireux de faire des affaires dans toute l'Asie. Cependant, les Thaïlandais s'en sont servis pour investir chez eux, ce qui a déclenché une [bulle financière](#) et immobilière dans le pays (la moitié des logements créés ne trouvèrent pas acquéreurs). Les banques thaïlandaises se sont chargées de créances douteuses. La collusion entre l'État et les milieux des affaires a été malsaine et a été une entrave à la mise en place de mesures efficaces. La crise éclate dans ce contexte en été 1997...

L'Indonésie ou la faillite du plan Suharto

Malgré une croissance de 7 % et la rente pétrolière, le succès indonésien est à relativiser. Certains groupes sont privilégiés par un État mou, lié à la corruption, pratiquant le clientélisme. Camdessus parle de « relations incestueuses entre l'État, les banques et les entreprises » (*bad governance* selon le [consensus de Washington](#)). En outre, la réglementation financière n'existe pas, la réforme agricole autrefois triomphante s'essouffle dans les années 1990, le pays souffre d'une explosion démographique, et la place économique dominante des Chinois pourtant minoritaires provoque le mécontentement de la population... Le bilan de la crise y est très lourd, avec un endettement de 138 milliards de dollars (rééchelonnement aux clubs de Paris et de Londres), une inflation de 60 %, un PIB en chute de 15 % sur un an. Les plans [Suharto](#) incohérents et catastrophiques font de l'Indonésie le pays le plus touché par la crise.

Les pays épargnés

Certains pays ont été relativement épargnés par la crise, la Chine et le Vietnam par exemple. La Chine avait déjà fortement dévalué en 1994, avait (et a toujours) un très important excédent de sa balance des paiements, et n'avait pas aboli les contrôles des mouvements de capitaux.

Conséquences humaines et sociales

Évolution des taux de chômage et de pauvreté dans les pays concernés

Corée du Sud Indonésie

Chômage (1997)	2,6 %	4 %
Chômage (1999)	7,6 %	12 %
Pauvreté		

Selon l'[Organisation internationale du travail](#), vingt-quatre millions de personnes se retrouvent au chômage du fait de la crise. Vingt millions se retrouvent pauvres. Le désespoir pousse les populations à toutes les extrémités : suicide, mais aussi prostitution infantile (+ 20 % en un an en Thaïlande), phénomène condamné par les États-Unis, responsables pourtant en partie de la crise selon Naomi Klein¹⁵. Le désespoir est tel et les sociétés tellement marquées, que les conséquences se font encore sentir dix ans après¹⁶.

À l'autre bout de l'échelle sociale, on constate au contraire un enrichissement et un divertissement nés de la crise. La volatilité des marchés asiatiques pendant cette période est considérée comme divertissante par les investisseurs¹⁷. Les entreprises de ces pays furent vendues à très bas prix immédiatement après le lancement du plan du FMI, permettant ainsi d'enrichir les multinationales les rachetant¹⁸. Les entreprises publiques furent aussi privatisées, ce qui était le but visé par le Trésor américain, les entreprises américaines étant parmi les principales bénéficiaires de ces privatisations¹⁹.

Émeutes et pillages

La panique et le bouleversement économique sont tels que dans plusieurs villes, des centres commerciaux sont pillés. L'un d'eux, à [Djakarta](#), est la proie d'un incendie pendant le pillage et plusieurs centaines de personnes y meurent brûlées vives⁷. Dans plusieurs pays, la [diaspora](#) chinoise est jugée responsable, et victime de massacres, et les Chinoises de viols collectifs. Ces émeutes causèrent la mort d'environ 1200 personnes²⁰.

Suicides

La crise, faisant perdre leur emploi à des millions de personnes, provoqua des vagues de suicide, particulièrement chez les personnes de plus de 60 ans, se sentant un fardeau pour leur famille. L'emploi tenant une place beaucoup plus importante dans la détermination du statut social dans ces pays, le choc est d'autant plus grand. La Corée du Sud connaît ainsi une hausse de 50 % du nombre de suicides entre 1996 et 1997, les autorités affirmant sous-estimer les chiffres (le suicide collectif d'une famille compte pour un suicide, les autres morts sont des meurtres)¹³. Une hausse des faits de délinquance, crimes et de la délinquance juvéniles a aussi été constatée²¹.

En 2008, la Corée du Sud conserve le taux de suicide le plus élevé des pays de l'[OCDE](#) (36 suicides pour 100 000 habitants par an[22](#)). C'est devenu la quatrième cause de mortalité du pays, et chaque année depuis 1997, 10 à 13 000 personnes se suicident en Corée, et un tiers de ces suicides sont imputables à la crise[23](#).

Conséquences politiques

Pour les tenants du consensus de Washington, cette crise fut considérée comme la démonstration que le capitalisme libre et non-régulé était la seule possibilité, sans alternative, de développement économique, après la disparition du communisme et l'effondrement de ces pays asiatiques qui pratiquaient une troisième voie[24](#). [Michel Camdessus](#) et [Alan Greenspan](#) estimaient que la crise était positive, car elle permettait d'imposer rapidement un modèle où l'État n'intervenait pas dans l'économie[25](#).

En [Corée du Sud](#), la crise provoqua un épisode de [politique vaudou](#). Les négociations avec le FMI eurent lieu pendant les élections présidentielles, et les quatre principaux candidats durent signer une promesse de suivre le traitement de choc du FMI pour que la Corée du Sud puisse obtenir son aide. Cet engagement incluait une clause de diminution de la réglementation relative aux licenciements, alors que des grèves massives en 1996 avaient empêché le gouvernement d'adopter une mesure similaire[26](#). Ainsi, le vote du peuple coréen n'eut aucune influence sur la politique économique suivie par le gouvernement qu'il élisait[27](#).

En Indonésie, la réforme de Suharto fut si brutale qu'elle provoqua des manifestations qui le chassèrent du pouvoir.

Cette crise, son déroulement pendant lequel les institutions financières internationales s'abstinrent de jouer leur rôle, et ses conséquences jouèrent un rôle important dans le développement de l'[altermondialisme](#). C'est aussi elle qui poussa les pays du Sud à refuser les nouvelles mesures de libéralisation des marchés mondiaux proposées par l'OMC à Seattle en 1999[28](#).

Voir aussi

Documentaires

- "Faites sauter la banque", documentaire de [Pascal Vasselin](#) sur les rouages humains et financiers d'une [bulle spéculative](#) et d'un [crash](#), dans l'exemple de la [crise asiatique](#) de 1997. Diffusé en 2002 sur la chaîne franco-allemande [Arte](#) et sur la chaîne britannique [BBC](#).

Bibliographie

- **(en)** *Ten years after: Revisiting the Asian Financial Crisis*, Woodrow Wilson International Center, octobre 2007 [[lire en ligne](#)] [PDF]
- [Naomi Klein](#) (trad. Lori Saint-Martin et Paul Gagné), *La Stratégie du choc : la montée d'un*

capitalisme du désastre [« The Shock doctrine. The rise of disaster capitalism »], Paris, Léméac/[Actes Sud](#), 2008, 669 p. (ISBN 978-2-7427-7544-6)

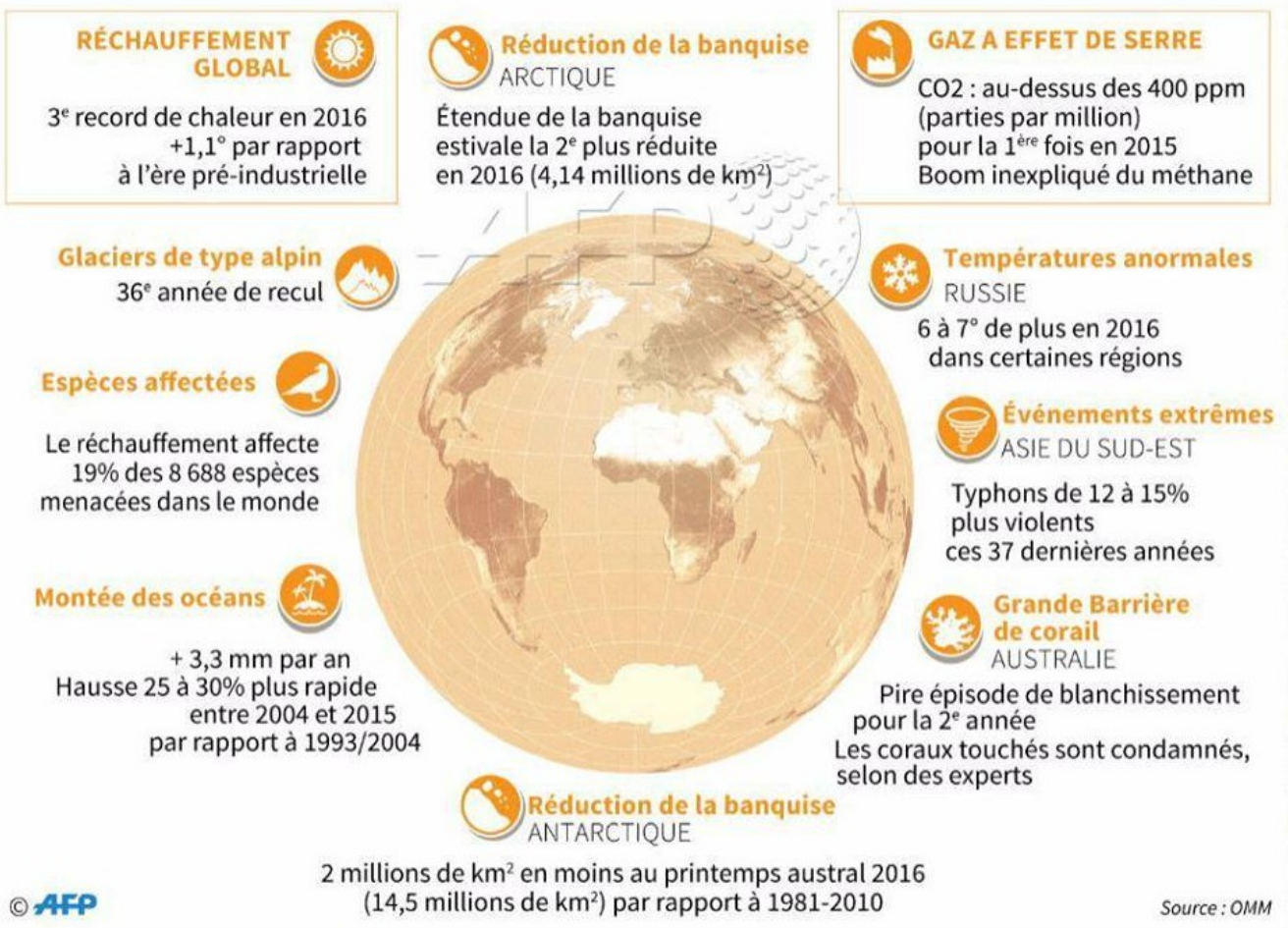
- Jean-Pierre Paulet, *L'Asie et la mondialisation – Croissance et crise*, éd. Ellipses, coll. « Histégé », Paris, 1999, 192 p. (ISBN 2729849912 et 978-2729849917)
- Jean-Pierre Paulet, *L'Asie : nouveau centre du monde ?*, éd. Ellipses, coll. « Histégé », Paris, 2005, 208 p. (ISBN 2729820566 et 978-2-7298-2056-5)



Dérèglement du climat: des signes toujours plus alarmants

Journal de Montréal et AFP 5 mai 2017

Climat : des indicateurs plus alarmants que jamais



PARIS - Hausse des températures, de la concentration en CO₂, montée des eaux, recul des glaces: les indicateurs clé du réchauffement planétaire sont plus alarmants que jamais, alors que s'ouvre lundi une réunion de l'ONU pour mettre en oeuvre l'accord climat de Paris.

Records de chaleur

La planète a battu en 2016 son 3e record annuel consécutif de chaleur, avec une température supérieure d'environ 1,1°C à la moyenne de l'ère pré-industrielle, selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Le 21e siècle compte déjà 16 des 17 années les plus chaudes depuis le début des mesures en 1880.

En Arctique, l'étendue de la banquise estivale a été en 2016 la 2e plus réduite jamais enregistrée (4,14 millions de km², après celle de 2012). Dans certaines régions de Russie, la température était supérieure de 6 à 7°C à la normale.

À l'autre bout de la Terre, en Antarctique, la banquise a perdu au printemps austral (novembre) près de 2 millions de km² par rapport à la moyenne des 30 dernières années: elle était de 14,5 millions de km² en 2016, de 16,35 millions entre 1981 et 2010.

Partout, le recul des glaciers dans les massifs de type alpin s'est poursuivi, pour la 36e année de suite.

400 parties par million

Les concentrations des trois principaux gaz à effet de serre (GES) - dioxyde de carbone (CO₂), méthane et protoxyde d'azote - ont atteint de nouveaux sommets en 2016.

Pour la première fois, en 2015, la concentration de CO₂, le principal GES, a dépassé durant les 400 ppm (parties par million) à l'échelle du globe, et la tendance se poursuit.

Pour avoir la meilleure chance de limiter la hausse de la température à 2°C, et ainsi contenir les plus graves impacts du réchauffement, la concentration moyenne de GES ne doit pas dépasser en 2100 les 450 ppm CO₂eq (équivalent CO₂ en parties par million).

Les émissions de GES issues des énergies fossiles devaient être stables en 2016 pour la 3e année consécutive, un progrès inédit, et lié aux efforts de la Chine, mais encore insuffisant, selon le bilan des scientifiques du Global Carbon Project.

Les chercheurs sonnent en outre l'alerte sur un boom inexplicé du méthane, au pouvoir plus réchauffant que le CO₂.

+3,3 mm par an

Le niveau des océans continue à monter. Selon une étude récente, le phénomène, que l'on pensait graduel jusqu'alors, semble même s'accélérer: le niveau des mers a crû de 25 à 30% plus vite entre 2004 et 2015, par rapport à la période 1993-2004.

Cette hausse risque de s'intensifier, à mesure que glaciers et calottes glaciaires fondent (Antarctique, Groënland).

La hausse est plus rapide en certains points, notamment du Pacifique et de l'océan Indien.

Extrêmes climatiques

Le réchauffement favorise déjà des événements météorologiques extrêmes, en particulier des sécheresses et des vagues de chaleur, indique une étude de l'OMM.

Selon certains climatologues, le nombre de sécheresses, incendies de forêts, inondations, et autres ouragans liés au dérèglement, a doublé depuis 1990.

La violence des typhons sur la Chine, Taïwan, le Japon et les deux Corées, devrait s'en trouver accrue, selon une étude d'après laquelle «ces 37 dernières années, les typhons ayant frappé l'est et le sud-est de l'Asie ont gagné 12 à 15% d'intensité».

Selon la Banque mondiale, les pertes liées aux cataclysmes naturels atteignent 520 milliards \$ par an et font basculer chaque année 26 millions de personnes dans la pauvreté.

1688 espèces affectées

Sur les 8688 espèces menacées ou quasi-menacées, 19% (1688) sont affectées par le réchauffement, du fait des températures et phénomènes extrêmes qu'il entraîne.

La grande Barrière de corail a pour la 2e année connu son pire épisode de blanchissement. Or les coraux affectés deux ans de suite n'ont aucune chance de s'en remettre, selon les scientifiques australiens.

Un réchauffement au-delà de 1,5 degré, ambitieuse limite évoquée dans l'accord de Paris aux côtés de 2°C, entraînerait aussi un bouleversement des écosystèmes du bassin méditerranéen inédit depuis 10 000 ans.

Les biocarburants émettent plus de CO2 que l'essence et le diesel

LE MONDE | 28.04.2016 | Par Angela Bolis

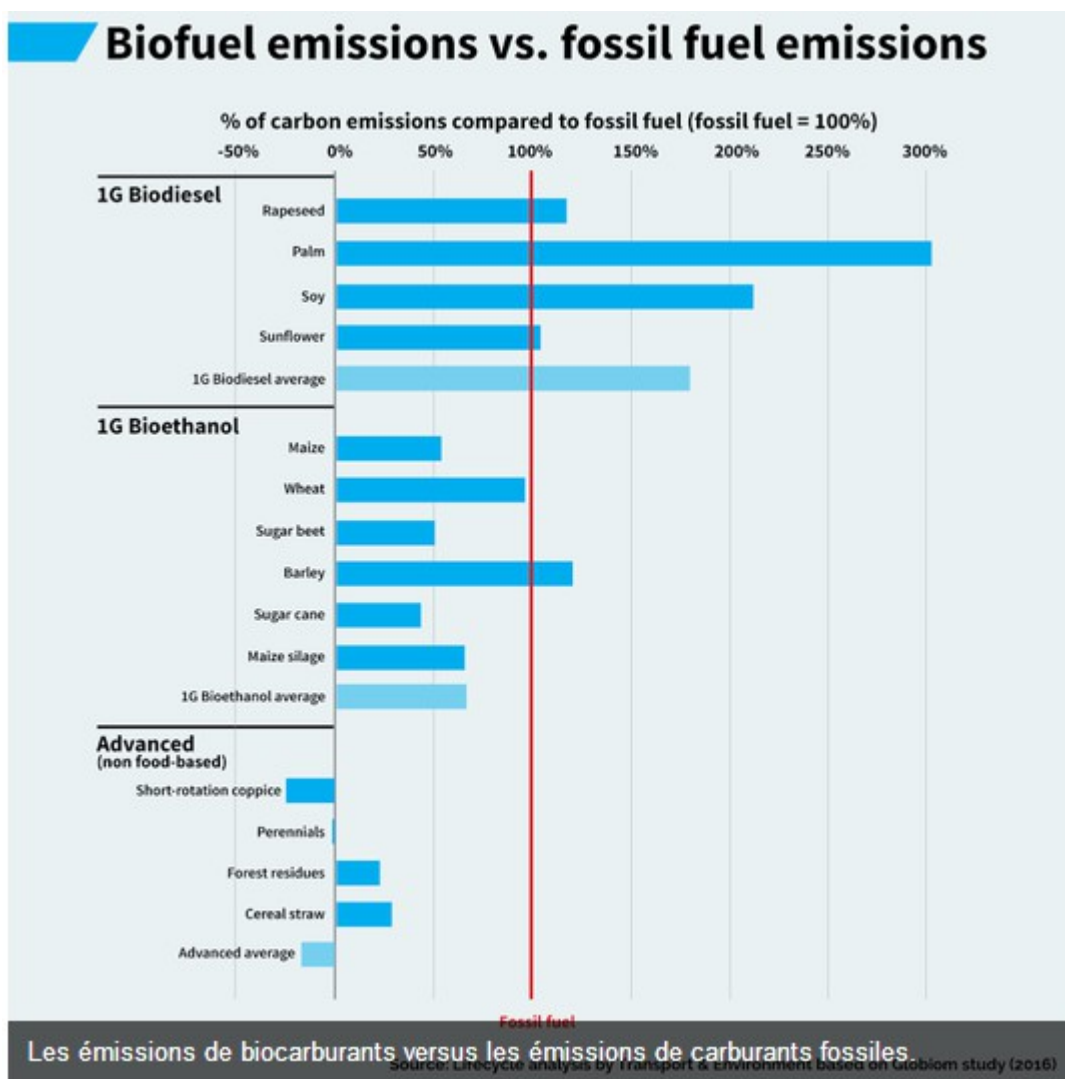
Selon une étude de la Commission européenne reprise par l'ONG Transport & Environnement, le biodiesel émet plus de gaz à effet de serre que le diesel.

Apparus d'abord comme une alternative prometteuse au pétrole dans les transports, les [biocarburants](#) (ou agrocarburants) sont de plus en plus épinglés en raison de leurs effets pervers : déforestation, disparition de cultures vivrières, augmentation des prix des denrées alimentaires... mais aussi émissions de gaz à effet de serre.

[Une étude de l'ONG européenne Transport & Environnement \(T & E\)](#), publiée le 25 avril, estime ainsi que les biocarburants, loin d'être vertueux pour le [climat](#), émettent en fait plus de gaz à effet de serre que les combustibles fossiles (essence ou diesel). L'association s'appuie sur une vaste [étude commandée par la Commission européenne et publiée en mars](#), qui présente un nouveau bilan des impacts des agrocarburants, en termes d'émissions et de surfaces cultivées, à l'horizon 2020.

A cette date, en [Europe](#), 5 % de biodiesel en moyenne sera incorporé dans 1 litre de diesel. Or, selon l'étude, 1 litre de biodiesel émet 80 % d'émissions de gaz à effet de serre de plus que 1 litre de diesel. Résultats : le biodiesel causera une hausse de 4 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport au scénario d'un diesel pur. Soit l'équivalent, selon T & E, de 12 millions de [voitures](#) supplémentaires sur les routes européennes.

Cette hausse des émissions tombe à 3,5 % pour tous les biocarburants confondus (biodiesel et bioéthanol), puisque le bioéthanol permettrait, de son côté, de [réduire](#) de 0,5 % les émissions de GES par rapport à l'essence.



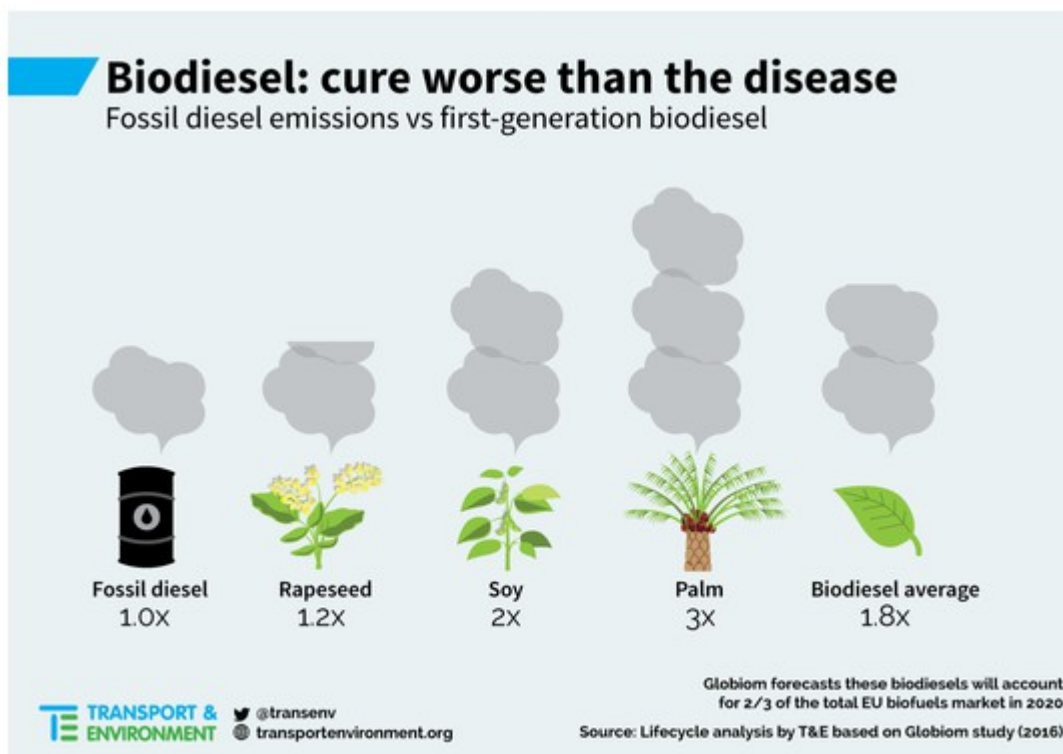
Plus en détail, le litre de biodiesel issu du colza représente 1,2 fois plus d'émissions que le litre de diesel ; celui de soja, deux fois plus d'émissions, et celui de l'huile de palme, trois fois plus. Or ces trois cultures représenteront, selon l'étude de la commission européenne, deux tiers des biocarburants en UE d'ici à 2020.

« Un remède pire que le mal »

Pour Jos Dings, directeur de T & E, « *le remède est pire que le mal* ». Les biocarburants ne respectent d'ailleurs pas, si l'on en croit ces chiffres, la [directive européenne sur les énergies renouvelables](#), qui requiert que la réduction des émissions résultant de leur utilisation soit d'au moins 50 % en 2017, et de 60 % en 2018.

L'UE a pourtant freiné en 2014 sur ces biocarburants de plus en plus controversés, en plafonnant à 7 % leur part dans les transports européens. Celle-ci s'était fixé jusqu'alors un objectif de 10 % d'énergies renouvelables dans les transports – essentiellement par l'utilisation des agrocarburants de première génération.

Ce plafonnement à 7 % « *a été utile, pourtant, et devrait être abaissé à zéro après 2020* », estime Jos Dings. « *Ces biocarburants ne devraient pas être comptés comme des carburants à zéro émission* », poursuit-il. En effet, comme le rappelle [une étude du ministère de l'écologie \(2013\)](#), « *dans les inventaires officiels d'émissions remis chaque année par les pays aux instances communautaires ou internationales, les émissions [liées] aux biocarburants dans le secteur des transports sont considérées comme nulles, le CO₂ libéré lors de leur combustion ayant été prélevé dans l'atmosphère par photosynthèse durant la phase de production de la biomasse* ».



Le changement d'utilisation des sols en cause

Du carburant « zéro émission » à un biodiesel émettant jusqu'à trois fois plus de gaz à effet de serre que son équivalent fossile, pourquoi donc un tel écart dans les

évaluations ? La réponse réside dans la prise en compte, ou non, d'un facteur crucial : le changement d'affectation des sols, de terres naturelles qui stockaient du carbone (prairies, forêts...) à des terres cultivées. Celui-ci s'ajoute, dans l'étude de T&E, aux émissions directes (tracteurs, [transport](#), engrais...). Il peut être :

- Direct, lorsque les cultures pour agrocarburants sont mises en place sur des espaces naturels.
- Indirect, lorsque des terres agricoles déjà existantes sont converties aux cultures pour agrocarburants. Dans ce cas, la demande alimentaire étant constante, voire en hausse, les cultures alimentaires seront déplacées sur d'autres terres, au détriment une fois encore d'espaces naturels. Ce sont ces changements d'affectation des sols indirects, difficiles à [quantifier](#), qui ne sont pas pris en compte dans les politiques nationales et européenne.

L'étude de la Commission européenne estime que si la [politique](#) européenne en matière de biocarburants suit son cours jusqu'en 2020, cela entraînerait pourtant un changement d'affectation des sols de 8,8 millions d'hectares – dont 2,9 millions d'hectares en Europe (par un moindre abandon des terres agricoles), et 2,1 millions en Asie du Sud-Est. Une région « *sous pression des plantations pour l'huile de palme, qui s'étendent pour 50 % d'entre elles sur la forêt tropicale et les tourbières* ».

Ces changements d'affectation des sols ont aussi, [selon plusieurs grandes ONG environnementales](#), « *des effets dévastateurs sur la [sécurité alimentaire](#), les droits fonciers et les conditions de vie des populations vivant sur les terres utilisées, ainsi que sur la biodiversité au niveau mondial* ». « Pour [produire](#) l'huile végétale consacrée au biodiesel, explique Jos Dings, *il faut soit [empiéter](#) sur les cultures alimentaires, ce qui augmente les prix des denrées et aggrave la faim dans [le monde](#), soit [étendre](#) les surfaces cultivées. Cela se fait essentiellement dans les zones tropicales, en déforestant* » : cultures de soja en Amazonie, de palmiers à huile en [Indonésie](#)...

En [France](#), très peu de terres ont été converties aux agrocarburants. Les cultures du colza et du tournesol, pour le biodiesel, ou de la betterave, pour le bioéthanol, ont été faites au détriment des protéagineux, des jachères, ou encore des exportations.

Incertitudes et opacité

Le mauvais bilan carbone des agrocarburants est toutefois à [nuancer](#), selon Alexandre Gohin, directeur de recherche à Institut national de recherche agronomique de [Rennes](#). Selon lui, la hausse des rendements, qui permettent d'éviter d'étendre les cultures consacrées aux agrocarburants, est aussi à [prendre](#) en compte. Ou encore le « *taux d'actualisation* » : on ne coupe qu'une seule fois une forêt, mais on produit sur le même sol de nouvelles cultures pour biocarburants chaque année.

Cette multitude de paramètres explique la diversité, et l'incertitude, des modèles permettant de [calculer](#) les changements d'affectation des sols ou les émissions induites

par les biocarburants.

Par ailleurs, l'étude européenne sur laquelle s'appuie T & E « *manque de transparence, ce qui nuit à sa crédibilité* », estime Alexandre Gohin. Sollicitée par le lobby européen des producteurs de biocarburants, le European Biodiesel Board, la vice-présidence de la Commission européenne s'est d'ailleurs fendue d'[une lettre](#), dans laquelle elle reconnaît que l'étude ne répond pas aux critères académiques pour une publication dans une revue scientifique à comité de lecture. « *Il s'agit de l'étude la plus avancée sur le sujet, et ONG comme industriels ont été longuement consultés* », assure de son côté Jos Dings.

Trois générations de biocarburants

- **Les biocarburants « de première génération »** sont soit du biodiesel (pour les véhicules diesel) ; soit du bioéthanol (pour les véhicules essence). Le biodiesel est produit à partir d'huiles végétales, principalement de colza, de tournesol, de soja et de palme, ou bien [de graisses animales](#), ou encore d'huiles usagées. Le bioéthanol est quant à lui issu de la fermentation de produits agricoles alimentaires comme la betterave, le blé, la canne à sucre ou le maïs. Ils sont déjà produits à échelle industrielle, bien qu'en quantité limitée du fait de leur concurrence avec les cultures alimentaires.
- **Les biocarburants de seconde génération** sont censés remédier, à l'avenir, à ce problème. Ils sont fabriqués à partir de lignocellulose contenus dans le bois (résidus forestiers), dans la paille (résidus agricoles), ou dans des plantes de cultures dédiées.
- **Les biocarburants de troisième génération, ou algocarburants**, doivent être produits à partir d'algues, mais aussi de microalgues ou de bactéries.

[Le bruit de battement d'une aile](#)

Par [James Howard Kunstler](#) – Le 1^{er} mai 2017 – Source [kunstler.com](#)



Et tout à coup, les premières tempêtes de Trumptopia se calment ou cela y ressemble. La surface des choses devient paisible, car les douceurs de mai balaient les fatigues d'une saison boueuse qui s'étire. Quelqu'un a bloqué Kim Jong-un dans son bunker avec une cartouche de cigarettes et la vidéothèque de Vin Diesel. La France semble résignée à un mini-Hollande sous la forme rafraîchissante de Macron, le premier de la classe. Cela fait des semaines que le New York Times se plaint que les Russes ont volé l'élection de Hillary en tant que leader du monde libre. Nous sommes amenés à comprendre que le Congrès est en train de concocter en douce un projet de loi de dépenses qui permettrait de bloquer le gouvernement en septembre. Reste cool, Amérique... Oh, et avale chaque mensonge.

Une surface calme est exactement ce que les cygnes noirs aiment pour atterrir, bien que, par définition, nous ne saurons pas qu'ils sont là jusqu'à ce que nos rêveries soient brisées par le bruit de leurs battements d'ailes. Il y a eu une sorte d'oiseau noir au Canada, cet étang en décongélation, la semaine dernière, lorsque le plus grand prêteur de prêt hypothécaire de ce pays a subi un effet de levier de [capitaux propres](#) d'actionnaires de 60% qui a dû être renfloué — pas par le gouvernement canadien directement, mais par le fonds de pension des agents de santé de la province de l'Ontario, un petit morceau de [Hocus Pocus](#) qui équivaut à un prêt d'urgence d'un an à 10% d'intérêt.

Si c'est un moyen pour les régimes de retraite insolubles des employés publics de trouver un « rendement » suffisant pour s'acquitter de leurs obligations, alors peut-être que ce pourrait être la balle magique pour les affiliés aux fonds de pension aux États-Unis. La prochaine fois que Citibank, Goldman Sachs, JP Morgan et leurs amis auront un coup de chaud, laissez-les être renfloués par le fonds de pension des chauffeurs d'autobus des écoles de Détroit avec un intérêt de 10%. Cela devrait fonctionner. Et laissez Calpers s'occuper de Wells Fargo.

La situation à travers la civilisation occidentale est la suivante : pratiquement toutes les institutions financières majeures sont devenues des opérations frauduleuses ou un système de Ponzi, et nous avons atteint le point où ils ne peuvent plus que faire semblant d'être sauvés. Qu'il y ait choc ou non, le Home Capital Group, basé à Toronto, sera toujours coincé avec des créances douteuses de prêts hypothécaires subprimes non performants – sa spécialité – et la bulle immobilière spectaculaire du Canada a à peine commencé à éclater. Les garanties commencent à être activées, comme la viande morte au soleil de mai, et la pollution radioactive qui traverse la frontière.

Il n'en faudra pas beaucoup pour faire exploser le système, comme le monde l'a découvert lors de plusieurs autres épisodes historique récents. La contagion bancaire de 1998 a commencé par l'effondrement de la monnaie de la Thaïlande, appelé le baht. Je doute que vous puissiez compter sur une main le nombre de personnes à Wall Street ou à la Réserve fédérale (avec ses plus de 300 économistes diplômés) qui se sont souciés du baht thaïlandais. Avant que vous ayez compris, la Corée du Sud et l'Indonésie avaient commencé à contourner cette fosse à purin. La Russie a aussi senti l'odeur. Et alors, les économistes gagnants du prix Nobel d'un hedge fund du Connecticut appelé [Long Term Capital Management](#) ont découvert avec horreur comment leur formule de placement à la « sauce secrète », qui « ne pouvait pas échouer durant la vie de cet univers ou quelque chose comme ça », avait empoisonné leur bilan avec des obligations souveraines russes après seulement dix-huit mois environ. Et il a fallu que tous les chefs des banques américaines fassent le bilan de la mort de cette entreprise environ cinq minutes avant que le système bancaire mondial ne soit fermé par la plus grande chaîne de trappes financières collatérales croisées jamais assemblées.

Et dix ans plus tard, il y a eu le fiasco de 2008, mettant en vedette Lehman Brothers et une foule démoniaque de magouilles autour de véhicules financiers géniteurs de dettes sous caution sans valeur autour du racket hypothécaire des subprimes, lié à une toile toxique de « produits financiers dérivés » — c'est-à-dire de mauvais paris entre des contreparties insolvables masquées comme « assurées » et des investissements adhérents. Il a fallu des milliers de milliards de dollars de fonds de sauvetage conjugués créés de nulle part pour sauver ce système. Oh oui !



Alors profitez des festivités autour du [Maypole](#) aujourd'hui, et des eaux soudainement calmes des affaires mondiales, et gardez vos oreilles attentives au bruit des battements d'ailes.

James Howard Kunstler

Traduit par Hervé, vérifié par Julie, relu par M pour le Saker francophone

La vengeance des gentlemen en vert

Par **Dmitry Orlov** – Le 2 mai 2017 – Source [Club Orlov](#)



Les États-Unis semblent se préparer à une première frappe nucléaire contre la Russie. Ils ont installé des systèmes de défense antimissiles balistiques en Pologne et en Roumanie, avec l’affirmation absurde qu’ils sont là pour protéger l’Europe contre les soi-disant [ICBM](#) iraniens inexistants. Ces installations supposément défensives peuvent également être utilisées pour lancer des missiles nucléaires sur la Russie. Et récemment, les États-Unis ont placé leurs avions de combat F-35 en Estonie, à seulement quelques minutes de vol de Saint-Petersbourg, la deuxième plus grande ville de Russie. Ces jets sont capables de transporter des charges utiles nucléaires. Sans aucun doute, ces étapes ont rendu la guerre nucléaire plus probable, même si c’est par hasard.

Il existe deux façons possibles de voir cette posture agressive : défensive ou offensive. Considérées comme des mesures défensives, sont-elles nécessaires et sont-elles efficaces ? Considérées comme des mesures offensives, sont-elles efficaces et quelles en seront les retombées (sans jeu de mots) ? Et si les États-Unis devaient se livrer à l’extrême folie de tenter une première attaque nucléaire sur la Russie, quel serait l’effet de cette folie, personnellement, sur les aspirants criminels de guerre américains qui seraient derrière un tel plan ? Devraient-ils avoir peur, très peur, et de quoi devraient-ils avoir très peur ? Nous allons y jeter un coup d’œil.

Ces dernières années, la Russie a fait des progrès très importants autour des technologies militaires et de la formation. En voici une liste partielle :

1. Des systèmes de défense aérienne (S-300, S-400, S-500) qui fermeront efficacement l’espace aérien russe jusqu’à l’orbite terrestre proche. Les Américains n’ont pas la technologie pour pénétrer ces nouvelles défenses aériennes. De nombreux composants de ces systèmes sont mobiles, et lorsqu’ils se déplacent, ils deviennent très difficiles à cibler.
2. Les systèmes de guerre électronique (Khibiny, Krasukha) qui peuvent neutraliser les

navires américains, les avions et les missiles de croisière, ont récemment été mis en action en Syrie, où environ 60% des Tomahawks n'ont pas atteint la zone cible. Les forces américaines et de l'OTAN se sont révélées à plusieurs reprises incapables d'opérer dans les zones où ces systèmes sont déployés.

3. Un nouvel ICBM (Sarmat) qui n'est pas exactement un missile balistique car il peut exécuter des vols suborbitaux à volonté tout autour de la planète. Il peut délivrer de multiples vecteurs à charges nucléaires capables de manœuvres supersoniques de rentrée. Il n'y a aucune technologie qui puisse l'intercepter.

4. Des missiles de croisière à longue portée (Kalibr) qui peuvent être lancés à partir de petits navires ou de sous-marins près de la côte américaine et pénétrer à l'intérieur des terres. Ils sont comme les Tomahawks Américain, mais plus grands, plus rapides, plus modernes, plus difficiles à intercepter, beaucoup moins chers et, comme les événements récents en Syrie l'ont montré, beaucoup plus fiables.

5. Des forces spéciales hautement qualifiées et professionnelles dotées d'équipements ultramodernes qui peuvent se présenter à peu près n'importe où (pas de « choc et d'effroi » nécessaires), neutraliser les forces ennemies sans blesser les civils, sécuriser tranquillement la paix sans causer de pertes parmi les civils et se transformer à volonté pour fournir de l'aide humanitaire et démêler les politiques locales.

Dans l'intervalle, l'armée américaine s'est transformée en un tas de déchets indésirables, des entreprises de défense privées alimentant la frénésie et une expérience ridicule d'ingénierie sociale. Son aspect poubelle est assez clair lorsque vous considérez comment l'armée américaine est équipée : avec la technologie des années 1970, comme les chars Abrams et les véhicules blindés Bradley. La frénésie pour financer les entreprises de défense privées a rendu les militaires américains de loin les plus chers de la planète, mais, comme pour les autres rackets américains, les soins de santé et l'éducation publique, il est clair que coûter cher n'a rien à voir avec le fait d'être bon. En ce qui concerne l'ingénierie sociale, voici une description concise de ce qui s'est passé dans l'armée américaine depuis la première guerre du Golfe :

Depuis 1991, l'armée américaine s'est lentement désagrégée comme une couture. La reconnaissance du stress, l'homosexualité ouverte, les transgenres en service actif, la formation à la sensibilité, les simulateurs de grossesse pour les hommes, les stations de lactation sur le terrain, les bébés nés sur les navires de guerre américains, les femmes diplômées chez les Rangers, y compris une mère de 37 ans (c'est drôle comment les femmes y ont l'air si à l'aise), les femmes dans les NAVY SEALS, les femmes dans les unités d'infanterie de marine et les femmes dans l'artillerie (même si la plupart ne peuvent pas porter un obus de 155 mm) ne sont qu'une partie de la folie qui a eu lieu au cours des 26 dernières années, et qui a provoqué un effet boule de neige vers l'enfer sous l'administration Obama. ([Lien](#))

Gardez à l'esprit que, dans l'ensemble, les États-Unis coulent de plus en plus dans un océan de dettes et, à ce stade, un accident financier amènerait directement à la banqueroute. Ce pays ne se développe plus économiquement mais se contracte, bien que, pour le moment, cela soit masqué par une grande variété de rackets financiers. Plus de la moitié de sa population est à un seul accident de la vie d'être totalement liquidé. La plupart des gens sont victimes de maladies mentales, sont obèses et drogués, criblés de déviances sexuelles et de vices, et atteignent des profondeurs d'ignorance en raison de l'échec du système scolaire, qui enseigne à peine plus que l'obéissance et les compétences pour passer un test.

En réponse à tous ces défis, les États-Unis pourraient simplement renoncer, réduire considérablement la taille et la portée de leur gouvernement fédéral, démanteler les bases militaires à l'étranger, ramener les troupes à la maison et chercher des moyens de renforcer leur infrastructure effondrée et leur réseau de sécurité sociale en lambeaux. Au lieu de cela, ce pays a choisi de doubler la mise. Les Américains pensent qu'ils pourraient être en mesure de préserver leur capacité de dissuasion nucléaire en menaçant la Russie à bout portant : les armes nucléaires en Pologne et en Roumanie masquant des systèmes [ABM](#), les F-35 avec des munitions nucléaires en Estonie, à quelques minutes de Saint-Pétersbourg, etc.

Comme n'importe qui avec une bonne compréhension de la Russie moderne vous le dira, la Russie n'est absolument pas l'URSS. Elle n'a pas d'idéologie messianique au-delà de la défense de sa souveraineté nationale, du soutien des normes et des valeurs sociales et culturelles traditionnelles et de l'adhésion au droit, tant au niveau national qu'international. Non seulement ce n'est plus un empire, mais elle est allergique au concept même, après avoir été asséchée par les républiques soviétiques et les pays satellites pendant l'ère soviétique. Ses opérations militaires à l'étranger visent à empêcher la propagation d'États défailants qui menaceraient sa sécurité. Elle n'a absolument aucun intérêt à s'engager dans une guerre à grande échelle, en particulier nucléaire. La Russie n'a aucune doctrine de première frappe nucléaire.

D'autre part, les États-Unis se réservent quant à eux le droit de frapper en premier, et c'est précisément pour cette raison que la Russie choisit de dépenser une bonne partie de son trésor national (environ 1% à 2% du PIB) pour l'étanchéité de son espace aérien, d'une part, et le développement de véhicules de frappe avec des charges nucléaires qui ne peuvent pas être interceptés d'autre part. Le but de ces préparatifs n'est pas de se préparer à attaquer les États-Unis, mais de s'assurer que ceux-ci ne songent même pas à attaquer la Russie.

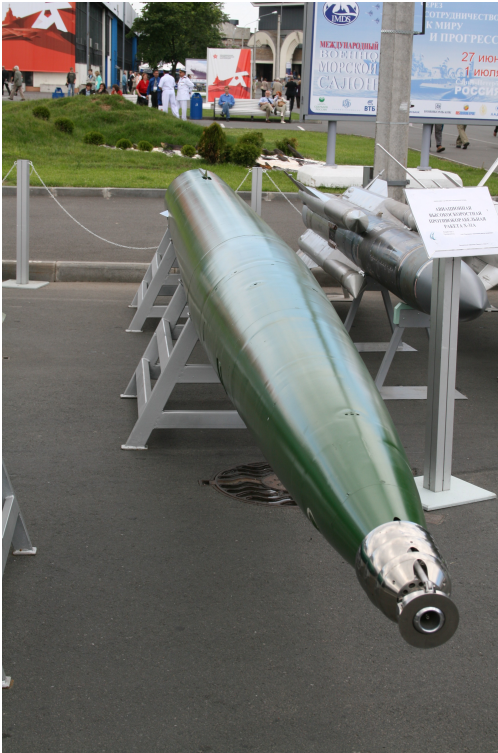
Dans le meilleur des cas, tout se terminera par un appel téléphonique du Kremlin à la Maison Blanche : « Écoutez, renoncez, OK ? Il suffit de rentrer à la maison et de vous occuper de vos propres affaires. Nous ne voulons pas vous détruire avec toutes vos affaires parce que nous les voulons pour nous-mêmes. Nous n'allons pas vous tuer. Nous allons simplement vous voler et vous humilier, tout comme vous nous avez volés et

humiliés dans les années 1990. Vous avez eu quelques bons siècles sous les feux de la rampe, mais maintenant, c'est fini. » Et à ce moment-là, les Américains se contenteront de conclure ce pacte, parce que c'est la meilleure de toutes les alternatives.

Ce serait le résultat rationnel : les États-Unis plient, simplement. Mais il y a deux forces irrationnelles en jeu. L'une est que les Américains sont très bons pour projeter l'ombre : l'Amérique est bonne par définition, la Russie est mauvaise parce que ce n'est pas l'Amérique, et donc les tendances perverses de l'Amérique (comme la propension à bombarder d'autres pays avec des armes nucléaires) sont projetées sur la Russie. Les Américains ne peuvent pas se faire confiance à eux-mêmes pour faire le bon choix et, par conséquent, ils ne peuvent pas faire confiance à la Russie pour faire le bon choix non plus. L'autre force irrationnelle fonctionne dans la direction opposée : les Américains sont incapables d'imaginer qu'ils ne sont pas la nation la plus puissante de la terre et, en regardant la Russie le démontrer avec ses nouvelles armes, leur seul choix, psychologiquement, est de penser que leurs propres armes doivent être encore plus géniales, malgré toutes les preuves du contraire. Il est possible que les déficients mentaux qui présentent ces tendances trouvent un moyen de déclencher une première frappe nucléaire sur la Russie. Comment, alors, cela finirait-il ?

Tout d'abord, il est absurde de penser que les Russes n'auraient aucun avertissement préalable de l'attaque. Washington fuit déjà de partout comme un tamis. Tout le linge sale est déjà suspendu pour sécher sur Wikileaks. Dans une situation où un crime de guerre de proportions étonnantes serait planifié, un certain nombre de personnes qui connaissent le plan le feraient sûrement fuir. Ils le feraient pour au moins deux bonnes raisons : tenter de sauver leurs âmes immortelles d'une éternité en enfer ; et faire la meilleure chose moralement en essayant de sauver autant de vies que possible en faisant échec à cette attaque.

Comment cela finirait mal ? Les ordres seraient d'attaquer à un moment prédéterminé, en utilisant des bombardiers, des missiles de croisière lancés à partir de navires et des missiles balistiques lancés depuis des sous-marins – tout en maintenant le silence radio afin que les Russes ne sachent pas comment lancer des représailles. Les ICBM terrestres ne seraient pas utilisés, pour empêcher les Russes de déterminer où riposter.



Mais quelques minutes avant ce moment prédéterminé, la plupart des navires et des sous-marins seraient coulés par les [torpilles à supercavitation](#) de la Russie et les missiles balistiques anti-navires, alors qu'ils maintiendraient le silence radio. De même, la plupart des bombardiers seront abattus en utilisant les systèmes de défense aérienne de la Russie, tout en maintenant le silence radio. Quelques-uns pourraient passer au travers de ce filtre initial et poursuivre aveuglément une mission déjà condamnée à l'échec.

La prochaine étape sera plus d'activité de défense aérienne combinée avec de la guerre électronique. En volant dans un très grand four à micro-ondes réglé au « maximum », presque tout ce qui parviendrait à traverser le premier filtre finirait hors-course et n'atteindrait pas la cible. Une partie des missiles ne parviendra pas à détonner et alors que d'autres iraient exploser quelque part dans la toundra à des centaines de kilomètres de la colonie la plus proche.

Maintenant, supposons qu'une seule frappe nucléaire atteigne une cible – la mauvaise cible, mais une cible néanmoins. La ville de Yopta, une population de plusieurs centaines de milliers d'habitants, serait détruite, tandis que Ust-Yopta, plus petite, située à peine à 300 km de l'épicentre, survivrait à l'explosion mais serait contaminée par des retombées radioactives.

Les Princes parfumés du Pentagone qui auraient déchaîné ce feu nucléaire écoutant attentivement ce silence radio qui dure beaucoup plus longtemps que prévu, choisiraient judicieusement de rester dans leurs bunkers en rongant leurs ongles.

En voyant que les dégâts sont limités, les Russes devraient choisir de prendre des mesures de riposte asymétrique. Ils utiliseraient des armes conventionnelles de haute

précision pour attaquer les États-Unis. Ils supprimeraient le réseau électrique, l'internet, les approvisionnements en eau, les oléoducs et les gazoducs, les ponts ferroviaires et routiers, les réservoirs de carburéacteur dans les aéroports et les réservoirs de carburant de soute dans les ports maritimes. Ensuite, ils attendraient un peu, peut-être une semaine, jusqu'à ce que les États-Unis deviennent une cible suffisamment souple pour une invasion limitée du sol.

Et c'est alors que les [gentlemen en vert](#) [Surnom des soldats russes, donné après leur opérations sans provoquer de morts en Crimée, NdT] apparaîtraient. Ils auraient les listes de ceux qui ont lancé l'attaque et les coordonnées de leurs bunkers et de leurs caches. Leurs ordres seraient de les emmener tous, de préférence en vie et pas trop physiquement endommagés, et de se retirer immédiatement. Ils le feront.

Ensuite, nous aurons un Tribunal de Nuremberg fois cent. Les Princes parfumés du Pentagone seront accusés de génocide par utilisation d'armes nucléaires, le crime ultime contre l'humanité. Aucun d'entre eux ne verra plus jamais sa famille, ainsi que beaucoup d'autres choses, parce qu'ils vont passer le reste de leur vie à fouiller à la main les débris radioactifs dans et autour de la ville de Yopta, où il fait parfaitement sombre quatre mois par an. Leur travail sera de chercher des restes humains, puis de les enterrer dans des tombes creusées dans la toundra à l'aide de piquets et de pelles. Ils devraient tous mourir de cancer par exposition au rayonnement.

Les Princes parfumés seraient bien avisés de prendre préalablement des conseils psychologiques pour cesser de projeter cette ombre et dégonfler leurs égos. Ensuite, ils pourront se limiter à des activités utiles, comme le rapatriement des troupes et la fermeture des bases militaires à l'étranger.

Dmitry Orlov

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par M pour le Saker Francophone

Adieux à l'automobile, le dé-voiturage en marche

Biosphere 09 mai 2017

Rare sont les auteurs qui envisagent la fin de l'automobile individuelle, mais ils existent. [Serge Mongeau](#)* va jusqu'au bout de sa recherche de la simplicité volontaire. Mais il articule de façon superficielle actions individuelles et décision collective. Nicolas Hulot** posait la question d'une politique publique de façon précise. Michel Sourrouille*** va encore plus loin et envisage un gouvernement écolo.

Serge Mongeau : « Une fois encore, nos gouvernements font preuve de manque de vision ; on répare les infrastructures routières qui se détériorent, on cherche les moyens de diminuer les bouchons de circulation, on encourage le remplacement des moteurs à combustion par des moteurs électriques... Bien évidemment, avec la fin du pétrole bon marché, l'ère de l'automobile s'achève et il faut dès maintenant repenser notre civilisation sur un autre modèle. Il ne s'agit plus de sauver l'automobile, il faut passer

aux actes pour se donner une société où celle-ci n'a plus sa place. Le changement ne sera pas facile, pour beaucoup de gens la vie ne peut plus se concevoir sans automobile. L'automobile est entrée dans nos mœurs, elle a conquis une partie importante de notre imaginaire. Comment en être autrement avec cette publicité agressive qui joue sur tous les tableaux et trouve le moyen de faire vibrer, sexualité, puissance, liberté... On oublie que cette liberté se paie par de longues heures de travail (pour acheter son véhicule et le faire bouger). Il faut intervenir dans l'aménagement du territoire, s'organiser pour diminuer les besoins de déplacement, rapprocher les gens de leur travail (ou le travail des gens), multiplier les services de proximité et les lieux de convivialité, rendre les villes plus agréables à vivre pour qu'on n'ait pas à en sortir pour se retrouver près de la nature, etc. En d'autres termes, il faut que les déplacements indispensables soient plus courts, plus agréables à faire à pied ou en bicyclette. C'est dans cette perspective que nous devrions envisager tout investissement dans nos infrastructures routières, scolaires, industrielles, etc. Évidemment toutes ces décisions relèvent des pouvoirs publics. Mais cette évolution ne se réalisera pas sans une importante mobilisation populaire... qui ne pourra se mener sans implication de militants convaincus et convaincants. Des gens cohérentes, qui ont déjà eux-mêmes choisis de faire le passage à une société sans auto. »

Nicolas Hulot : « Moteur du dynamisme économique et de la mobilité individuelle, le trafic routier se présente en même temps comme une des causes principales du fameux effet de double ciseau : raréfaction de la ressource pétrolière d'une part et aggravation de l'effet de serre d'autre part. Il n'y a pas de mystère, c'est à la déconstruction de ce monopole routier qu'il faut travailler. Il faut diminuer la puissance des automobiles mises en vente pour les rendre conformes aux limitations de vitesse (qui sont aussi des exigences de sécurité). Comme la réglementation technique des automobiles relève de la législation européenne, c'est au niveau de l'Union européenne que la décision doit être prise. À l'évidence, tous les États européens sont soumis aux mêmes impératifs de changements climatiques et de raréfaction des ressources pétrolières. Cette mesure pourrait s'accompagner d'une réduction de la vitesse maximale autorisée, la France faisant partie des pays européens où elle est la plus élevée. La vérité des prix doit aussi s'appliquer à l'automobiliste avec la restauration de la vignette, impôt écologique par excellence. Depuis sa suppression incohérente, de timides initiatives ont été prises dans ce sens. Mais leur aspect dissuasif reste dérisoire. On peut offrir aux communes la possibilité légale d'instaurer un péage urbain. On doit aussi mettre en place un péage kilométrique pour les poids lourds, comme en Allemagne et en Autriche. »

Michel Sourrouille propose d'instaurer un ministre de la relocalisation et de la mobilité : « Il y a urgence de sortir du tout routier, ce qu'on pourrait appeler dévoiturage, le covoiturage n'étant qu'un intermédiaire particulier pour arriver bientôt à une société post-carbone. Il est bien évident que les quads, jet ski et autres gadgets motorisés seront interdits de circulation un jour ou l'autre. L'abandon de la voiture individuelle se fera dans la douleur, mais c'est nécessaire. La construction en chaîne des Ford T dans les années 1910 a été la plus grande catastrophe du XX^e siècle. La construction automobile

nécessite l'aliénation par le travail à la chaîne et repose sur la productivité qui crée le chômage, cela facilite l'urbanisation sauvage, la stérilisation des terres par un réseau routier sans limites, la multiplication des déplacements par la distance que l'automobile a mis entre domiciles et lieux de travail, entre zones de production et centres commerciaux, entre espaces de vie et destinations du tourisme. Cela implique aussi l'épuisement du pétrole, ressource non renouvelable, et l'augmentation de l'effet de serre, donc un changement climatique. Le paradigme fordiste, c'est-à-dire cet équilibre entre la production de masse grâce au travail à la chaîne et la consommation de masse autorisée par l'augmentation des salaires, repose sur l'hypothèse absurde d'une humanité hors sol, disposant de ressources naturelles illimitées et gratuites. Le fordisme n'aura été qu'une parenthèse historique, il faudra expliquer cela à la population. »

* « *S'indigner, oui, mais agir* » de Serge Mongeau (Écosociété 2014)

** « *Le pacte écologique* » de Nicolas Hulot (Calmann-Lévy 2006)

*** « *L'écologie à l'épreuve du pouvoir* » de Michel Sourrouille (Sang de la terre 2016)

Prise en main de la nécessaire révolution environnementale

par Jean-François Descaves 8 mai 2017

[NYOUZ2DÉS: il n'existe pas de solutions pour nos problèmes de climat. Il est trop tard.]

Billet invité. Ouvert aux commentaires. Paul Jorion : le point de vue développé dans ce billet me rend perplexe – c'est le moins que je puisse dire. Ceci dit, je suis curieux de savoir ce que vous en pensez.

Depuis quelques années, les dirigeants mondiaux essaient timidement de prendre à bras le corps les gravissimes problèmes environnementaux. Je ne reviendrai pas sur l'analyse détaillée de la longue liste des problèmes environnementaux, des personnes bien plus calées que moi sur le sujet interviennent sur ce site.

Les quelques actions menées depuis une dizaine d'années sont certainement dues à un début de prise de conscience des enjeux au sein de la société civile. Ce phénomène n'a semble-t-il pas encore atteint les hautes sphères du pouvoir et les promesses (ou absences de promesses) des politiques au pouvoir (ou sur le point d'y parvenir) semblent bien pathétiques au regard de la situation.

Cette prise de conscience progressive est évidemment gênée par des habitudes décennales (ancestrales ?) d'égoïsme de la part des individus et des institutions.

Par ailleurs, elle n'est malheureusement pas encore (assez) suivie d'actes permettant un changement de paradigme.

Voyons s'il existe une possibilité de mise en place d'une mesure qui pourrait changer massivement nos habitudes sans coût exorbitant pour la société dans son ensemble.

Mettons en place pour chaque foyer un quota en crédit carbone ;

- chaque année civile, chaque foyer se verrait décerner un quota de crédit carbone à dépenser et ce serait le même pour tout le monde (en fonction du nombre de personnes constituant le foyer).
- Chaque produit et service aurait un prix en euros et un prix en crédit carbone.
- chaque achat, chaque comportement aurait un impact sur le quota de crédit carbone de chaque foyer.
- Le prix du crédit carbone serait évolutif dans le temps (à la hausse) et prévisible de manière à anticiper le coût de ses futurs achats.
- En fin d'année, chaque foyer créditeur en crédit carbone aurait une prime égale au montant carbone non dépensé, les foyers débiteurs auraient un coût à assumer pour compenser le dépassement de leur quota.

Pour mettre en place cette mesure, il faudrait :

- demander aux entreprises de connaître et d'afficher le réel coût et impact de leurs produits et services (très intéressant à faire et instructif à savoir pour la société civile). Par ailleurs, il faudrait ajouter à ce type d'information, l'impact en termes d'utilisation (indispensable pour l'achat d'une voiture, une maison...)
- mettre dans la boucle les entreprises de paiement (paiement électroniques et magnétiques) pour que chaque paiement déclenche automatiquement une mise à jour du compte personnel de crédit carbone (sur le même système que la carte vitale par exemple).
- Eliminer les paiements anonymes, afin de ne pas pouvoir louer de Hummer de façon anonyme pendant une semaine par exemple...
- créer un service indépendant qui aurait pour charge de vérifier et de labelliser les informations fournies par les entreprises sur l'impact de leurs produits et services.

Si cette mesure était mise en place, les effets pourraient être les suivants :

- Une réflexion créatrice très importante de la part de tous (particuliers, entreprises...) sur nos impacts au quotidien, la possibilité de les comprendre et de faire autrement.
- prise en main par les particuliers (l'effet d'aubaine pécuniaire) de cet aspect environnemental. Chaque foyer regarderait deux informations à l'acte d'achat, le prix et l'impact carbone. Chacun verrait dans cette mesure la possibilité de toucher une prime en fin d'année.
- Les entreprises, devant afficher une véritable transparence et constatant que les

consommateurs privilégieraient les produits les moins nocifs, pourraient participer, sans le vouloir forcément, à cette voie d'amélioration.

- L'État, les premières années, pourrait avoir un coût à supporter pour accompagner cette transition car je pense que les bons élèves seraient bien plus nombreux que les mauvais. Il reviendrait ensuite à l'État d'ajuster les quotas chaque année pour équilibrer les comportements.
- La première conséquence pourrait être une certaine relocalisation de nos achats (l'achat de gambas zimbabwéennes se trouvant mis hors-jeu, par exemple).

Quelles sont les objections potentielles ?

- La première objection qui pourrait être faite est celle qui consiste à dire que les foyers les plus modestes n'ont pas les mêmes moyens pour payer un éventuel surcoût environnemental. Je pense que ce ne serait pas le cas. En distribuant en effet les mêmes montants de crédit carbone à chaque foyer, sur la base d'un foyer médian, les foyers modestes auraient un montant à dépenser relativement plus important que le foyer « aisé » (peu de ménages modestes achètent un 4×4 Mercedes ou un voyage aux Seychelles.) Cela pourrait donc être une mesure « sociale ».
- On pourrait aussi objecter que cette mesure aurait un coût important pour les entreprises et notamment les plus petites et fragiles. La mise en place est effectivement complexe. Mais les grandes entreprises ont évidemment les moyens de mettre ce système en place, et elles ont déjà certainement une petite idée de leur impact carbone (cette information, quoiqu'incomplète, est souvent donnée dans les rapports de développement durable). On pourrait donc aider les entreprises (uniquement les plus fragiles) dans les premières années, sachant qu'elles aussi y trouveraient leur intérêt en termes d'impact sur leur activité. Il faudrait veiller à ce que cette mesure n'entraîne pas une flambée des prix pour cette raison.
- Évidemment certaines entreprises y verraient une menace (constructeurs automobiles, voyagistes, importateurs de toutes sortes, vendeurs de produits carnés...) et s'y opposeraient de tout leur poids.
- À terme, il faudrait aussi que les comportements à l'intérieur des entreprises soient étudiés, pour que cela ne reste pas un espace « de gabegie environnementale »

N'est-il pas temps d'essayer de tout mettre en place pour le bien-être des futures générations ?

SECTION ÉCONOMIE



Canada: Baisse de plus de 15% des mises en chantier sur le mois d'Avril 2017

Publié le 9 mai 2017 à 14:00:28 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

La cadence annuelle des mises en chantier de nouvelles habitations a retraité de 15% le mois dernier, par rapport au mois de mars, a indiqué lundi la Société canadienne... Lire la suite



La chute des prix du pétrole pourrait contraindre l'Angola à dévaluer sa monnaie

Publié le 9 mai 2017 à 15:00:56 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

En Angola, les autorités continuent de fournir des efforts pour sauver l'économie de la faillite. Elles n'écartent désormais plus la possibilité de dévaluer le... Lire la suite



Royaume-Uni: Forte baisse des ventes de véhicules neufs sur le mois d'Avril 2017

Publié le 9 mai 2017 à 07:00:23 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Le marché automobile britannique a subi une perte de vitesse au mois d'avril. Les immatriculations de véhicules neufs se sont repliées de près de 20 % en rythme annuel... Lire la suite



Baisse des dépenses de construction aux Etats-Unis en mars

Publié le 9 mai 2017 à 04:00:21 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Les dépenses de construction aux Etats-Unis ont reculé en mars après avoir atteint un record le mois précédent, sous l'effet d'une pause dans le secteur... Lire la suite



Banco Popular perd 137 millions d'euros au 1er trimestre, veut céder des actifs

Publié le 9 mai 2017 à 05:00:52 par Tiger54 / 1 commentaire / 0 Vues

La nouvelle direction de Banco Popular réfléchit à des ventes d'actifs pour renforcer le bilan de la banque espagnole qui a fait état vendredi d'une perte de... Lire la suite



Italie: La Banca Monte dei Paschi di Siena en perte au 1er trimestre 2017, ratio en chute

Publié le 9 mai 2017 à 06:00:13 par Tiger54 / 0 commentaire / 0 Vues

Monte dei Paschi di Siena, en cours de recapitalisation par l'Etat, a annoncé jeudi une perte au titre du premier trimestre et une chute de son ratio de fonds propres... Lire la suite



Hausse du chômage au Maroc

Publié le 9 mai 2017 à 13:00:25 par Tiger54 / 2 commentaires / 0 Vues

Le nombre de chômeurs est en hausse au Maroc. C'est ce qu'indique le Haut-commissariat au plan (HCP) dans sa dernière note concernant le marché de l'emploi.... Lire la suite

La finance tue la productivité, image de la crise.

Un résumé pour tous les Macron du monde.

Bruno Bertez 9 mai 2017

La productivité continue son inflexion calamiteuse, on est largement sous les tendances longues aussi bien aux USA que partout dans le monde.

Pourquoi?

Parce que 'l'investissement productif lui aussi a cassé ses tendances longues, on n'investit plus productivement.

Pourquoi?

Parce qu'investir productivement n'est pas rentable, la demande est faible, le slack est important, les marges de profitabilité sont trop réduites au goût des investisseurs. Le capital fait la grève de l'investissement productif, autre forme du mur de l'argent.

Pourquoi le goût des investisseurs pour le profit est il aussi élevé?

-Parce que, sans risque et sans se fatiguer, ils peuvent faire des bénéfices financiers considérables, le placement et la spéculation financiers dissuadent et cannibalisent l'investissement productif. La création de monnaie et de crédit élève le mur de l'argent!

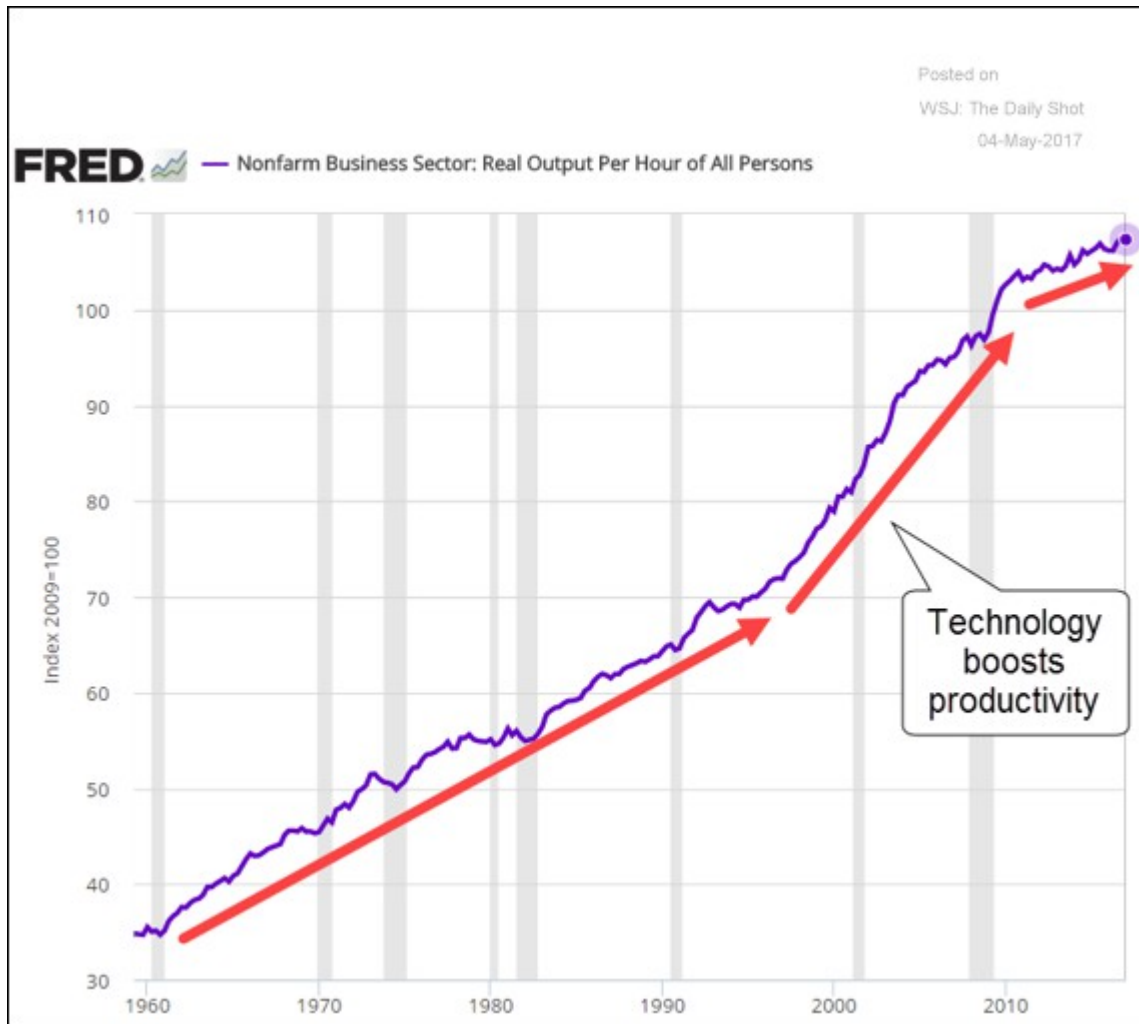
-Parce que par ailleurs le capital fictif, le capital de poids mort, exige sa part et donc pèse sur le taux profit moyen qui revient au capital productif. Le capital productif est le parent pauvre.

Pour satisfaire le capital, les gestionnaires, les managers ont intérêt à faire des rachats d'action, des fusions acquisitions, du leverage, distribuer des dividendes. L'ingénierie financière a supplanté l'investissement productif. Le niveau des taux d'intérêt joint à la faiblesse de la demande finale produisent une rentabilité financière exceptionnellement élevée qui dissuade l'investissement. Il y a plus d'intérêt à créer de la fausse valeur qu'à produire des richesses. Le passé est plus intéressant que l'avenir! C'est cela la financiarisation.

L'investissement productif, c'est la machine à produire des emplois et des revenus.

La production de revenus est insuffisante, le pouvoir d'achat est sub-optimal, donc il y a surproduction et trop de capacités disponibles, ce que nos zozos appellent de la déflation. Donc ils créent de la monnaie et du crédit, enflent/inflent le capital financier, l'improductif et le fictif; ils font baisser le taux de profit moyen ce qui dissuade d'investir. Ah les braves gens!

Caressez un cercle et il devient vicieux!



Une crise made in China ?

Rédigé le 4 mai 2017 par [Cécile Chevré](#)

Cela fait longtemps que nous n'avons pas pris de nouvelles d'une de nos économies préférées (du moins, une des miennes) : la Chine.

Généralement en matière d'économie, les avis divergent. C'est le cas, par exemple, sur le programme économique de Donald Trump. Ou bien sur la pertinence pour la France de quitter la zone euro. S'il est nécessaire d'appliquer plus de rigueur en Europe ou tenter d'autres efforts de relance... Autant de sujets qui laissent la porte ouverte au débat

contradictoire.

Mais sur la Chine, tout le monde est d'accord, elle a trop de dettes. Même Xi Jinping, le secrétaire général du parti communiste chinois, le reconnaît, et tente d'y remédier.

Trop de dettes, d'accord. Mais à quel niveau ?

Accrochez-vous bien : aux dernières nouvelles, la dette totale chinoise se montait à 277% du PIB en 2016. Un chiffre obtenu par UBS en ajoutant la dette de l'Etat et des administrations locales (68%), du secteur privé (164%) et des ménages (45%). D'autres études sont encore plus alarmistes puisqu'elles estiment qu'à elle seule la dette du secteur privé représente 211% du PIB. Groupes.

Comment la Chine en est-elle arrivée là ? Pour résumer, en encourageant autant que possible le crédit sous toutes ses formes pour soutenir une croissance affaiblie depuis la crise de 2008. Depuis cette date, la dette totale chinoise – toujours selon les chiffres d'UBS – a augmenté de 130 points. Groupes bis.

Un tel niveau d'endettement ne laisse personne indifférent et fait taire les divergences : du FMI aux agences de notation en passant (à demi-mots) par le gouvernement chinois, tous s'accordent à le qualifier d'« insoutenable ».

Insoutenable, mais aussi inquiétante. A de tels niveaux, la dette chinoise est supérieure à celle de la Corée du Sud avant la crise de 1997, ou bien à celle du Japon avant celle de 1989. Et elle devrait continuer à croître dans les années qui viennent puisque la barre des 300% pourrait être franchie d'ici deux ans.

Une crise made in China ?

Nombreux sont donc les observateurs qui craignent que la Chine ait le douteux privilège d'être le berceau de la prochaine déflagration boursière mondiale. Non seulement son niveau d'endettement est extrêmement élevé mais en plus une bonne part de ces dettes sont « pourries » (en clair, ne pourront jamais être remboursée).

Certains craignent donc l'explosion de cette bulle de dette dans le style de krach que nous avons connu en 2007-2008 avec les *subprime*. Né des crédits immobiliers à risque aux Etats-Unis, ce krach a créé une déflagration dont nous subissons encore les conséquences.

Il y a donc danger en Chine, et tout le monde est d'accord.

Dette et croissance intimement liés

Là où les divergences réapparaissent, c'est sur la capacité de Pékin à gérer cette insoutenable (et inquiétante) dette. Le gouvernement chinois affirme pouvoir le faire. Le reste du monde doute.

Pourquoi ? Parce que la dette a un effet pervers. Au départ, vous vous endettez, et

normalement vous parvenez à créer assez facilement de la croissance. L'Etat s'endette pour se lancer dans de grands projets, comme ce que veut faire Trump aux Etats-Unis et que Pékin a très largement pratiqué depuis 2008. Projets, chantiers et infrastructures fleurissent.

Encouragées par un accès plus facile au crédit, les entreprises empruntent. Normalement, elles utilisent cet apport en argent pour investir, se développer, créer des emplois (ou alors elles versent des dividendes à leurs actionnaires et moulinent des rachats d'actions). En Chine, la dette a surtout permis aux grandes entreprises contrôlées par l'Etat d'artificiallement prolonger leur survie. Sans ce crédit, et devant leur gestion souvent catastrophique, ces entreprises auraient disparu.

Les ménages, quant à eux, consomment à crédit ou bien s'achètent un logement, toujours à crédit, et sont encouragés par leur gouvernement.

Puis les dettes s'accumulent et il devient de plus en plus difficile d'engendrer un peu plus de croissance. Il vous faut vous endetter de plus en plus dans une véritable fuite en avant. Le phénomène a été observé aux Etats-Unis et en Europe, et il est aussi clair en Chine.

Oui, l'économie chinoise est en croissance mais elle ne cesse de se tasser, passant de 14% en 2007 à 6,5% anticipés cette année.

Contrôler et contenir

Face à ce risque, Pékin a pris des mesures depuis plusieurs années déjà. Parmi elles, des tentatives de contrôle du crédit, et tout particulièrement de ce que l'on appelle la « finance de l'ombre » qui échappe au contrôle des autorités et qui représente environ 8 500 milliards de dollars (près de 80% du PIB).

Pékin essaie aussi d'introduire un peu plus de capitalisme dans ses entreprises en laissant certaines d'entre elles faire faillite ou en autorisant progressivement des investissements étrangers.

D'autres outils sont régulièrement utilisés comme le contrôle des capitaux, la manipulation de la monnaie.

En clair, le gouvernement tente de jouer sur toutes les manettes à sa disposition tout en poursuivant un objectif presque impossible : celui de contrôler le crédit sans peser sur la croissance – dont le crédit est le principal moteur.

Complicé n'est-ce pas ?

Pour l'instant, Pékin s'en est sorti... pas trop mal. Disons que le gouvernement chinois est parvenu à éviter le pessimiste scénario du « *hard landing* », c'est-à-dire de l'effondrement de la croissance du pays. Mais cet atterrissage en douceur (« *soft landing* ») s'est fait au prix d'une nouvelle poussée de l'endettement.

Des changements en prévision ?

En novembre prochain se réunira le 19e Congrès du parti communiste chinois. Xi Jinping, qui devrait rempiler pour 5 ans, essaie manifestement d'accélérer sa lutte contre la bulle de la dette.

Ainsi, le ton s'est particulièrement durci ces dernières semaines : les autorités chinoises ont annoncé de nouvelles mesures pour lutter contre la finance de l'ombre, aussi bien dans le domaine du crédit que des assurances. Le ministre de l'économie a en outre déclaré que les gouvernements locaux surendettés ne seraient plus automatiquement renfloués par Pékin. Mesures qui ont été saluées... par un décrochage de la Bourse chinoise.

Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

La contribution de la Chine au PIB mondial a dépassé celle des Etats-Unis (17,8% contre 15%). Quoi qu'il se passe dans l'empire du Milieu, les conséquences se font ressentir au niveau mondial.

Les tentatives de reprise en main du gouvernement chinois sur l'emballement de l'endettement risquent de s'accroître d'ici l'automne. Aux dépens de la croissance ? C'est un risque qui se matérialiserait ainsi pour les investisseurs occidentaux que nous sommes : – nouvelle chute des matières premières dont la Chine est grande consommatrice, et tout particulièrement les métaux de base et le pétrole ; – chute des marchés actions qui pourrait contaminer les marchés occidentaux ; – difficultés des entreprises occidentales exportatrices pour lesquelles la Chine représente un marché important.

La cadence des mises en chantier a ralenti de 15% en avril au Canada

La Presse Canadienne Publié le 08 mai 2017 Ottawa

Les économistes s'attendaient à un taux annuel de 210 000 mises en chantier, selon les prévisions recueillies par Thomson Reuters.



La cadence annuelle des mises en chantier de nouvelles habitations a retraité de 15% le mois dernier, par rapport au mois de mars, a indiqué lundi la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Selon l'agence établie à Ottawa, le nombre mensuel désaisonnalisé et annualisé de mises en chantier se situait à 214 098 unités en avril, en baisse par rapport à 252 305 en mars.

Les économistes s'attendaient à un taux annuel de 210 000 mises en chantier, selon les prévisions recueillies par Thomson Reuters.

Les mises en chantier de logements collectifs dans les centres urbains ont reculé de 16,7%, tandis que celles des maisons individuelles ont échappé 12,1%.

Le nombre de mises en chantier d'habitations dans les régions rurales a été évalué à 14 613 unités, en chiffres désaisonnalisés et annualisés.

Cependant, le recul d'avril n'était pas assez important pour empêcher la moyenne mobile de six mois de grimper à 213 768 unités en avril, par rapport à 210 702 unités en mars.

7 ans après le début de l'austérité, la pauvreté s'accroît en Grèce

Article d'Ekathimerini.com, publié le 2 mai 2017 Par [Or-Argent](#) - Mai 9, 2017



Durant ces sept dernières années, l'austérité a laissé des cicatrices visibles dans la

capitale grecque. Une petite balade dans Athènes vous fait découvrir des SDF toujours plus nombreux malgré les quelques signes encourageants de perspectives économiques plus roses.

Des milliers de magasins, principalement de petites entreprises, ferment aux 4 coins du pays. Dans ce qui était autrefois une artère commerçante animée, les magasins fermés et cadenassés s'alignent sur fond de drapeaux grecs en berne.

On peut voir des familles entières faisant la queue pour manger gratuitement à l'une des soupes populaires de la capitale, toujours plus nombreuses.

« Chaque jour, nous nourrissons entre 400 et 500 personnes, et ces chiffres ont augmenté même durant ces deux dernières années », a déclaré Evangelia Konsta, organisatrice et sponsor des repas offerts par l'Église grecque dans un quartier défavorisé du centre d'Athènes.

Mardi, le FMI et les négociateurs européens ont conclu un accord avec le gouvernement grec afin de poursuivre le versement des fonds d'urgence en échange d'un nouveau lot de baisse des dépenses et d'augmentation des taxes dans les trois années à venir.

Un taux de chômage élevé et la baisse constante du niveau de vie de la plupart des Grecs durant 7 années consécutives ont des effets durables.

Depuis 2010, la Grèce survit grâce à des prêts d'urgence accordés par le FMI et d'autres pays de la zone euro en échange de baisses drastiques des dépenses publiques et des avantages sociaux. La Grèce en est désormais à son troisième plan de sauvetage.

À un jet de pierre de la soupe populaire de l'Église se trouve un centre d'accueil pour SDF, lui aussi géré par l'Église grecque. Dans les petites chambres du centre, on trouve une famille avec de jeunes enfants ainsi qu'une infirmière à la retraite atteinte du cancer qui attend que sa demande d'allocations de retraite soit validée.

Un autre abri, « L'Abri de l'Amour et de la Solidarité », offre une vue magnifique sur l'Acropole que les centaines de SDF et pauvres qui viennent deux fois par jour pour laver leurs vêtements ou prendre un bain chaud remarquent à peine.

« Le centre d'accueil est la meilleure option pour nous, car le gouvernement ne fait pas grand-chose en notre faveur », a déclaré Ilias Kosmidis, 38 ans, qui dort dans la rue depuis deux ans.

En attendant de pouvoir faire leur lessive, les visiteurs du centre forgent des amitiés ou s'informent des dernières nouvelles, notamment concernant l'élection présidentielle française.

Sofia Vitalaki et son mari Costas, deux fonctionnaires à la retraite, s'occupent du centre depuis 1991.

« Ce n'est pas que l'alimentation, dit-elle. La plupart des gens veulent retrouver leur dignité et nous sommes là pour les soutenir. »

À un coin de la place Monastiraki, bondée de touristes et de passants, un groupe de volontaires de la soupe populaire O Allos Anthropos (Le Prochain) prépare du riz au poulet. En moins de 20 minutes, 230 repas chauds sont servis aux gens qui ont attendu plus d'une heure pour manger.

À la fin de chaque mois, une image familière apparaît à l'extérieur des banques : des pensionnés forment de longues files afin d'encaisser leur chèque mensuel. La plupart d'entre eux ne savent pas utiliser un DAB.

En attendant dans la file, ils se demandent comment ils vont finir la fin de mois après des années de réduction de leurs revenus et s'inquiètent des nouvelles mesures d'austérité prévues.

Ils ne devront pas patienter longtemps avant d'être impactés par le prochain round. Mardi, le gouvernement a finalisé un accord avec ses créiteurs visant à réduire une nouvelle fois les retraites à partir du 1er janvier 2019.

LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC

GRAND PROCES CE 24 MAI A PARIS CONTRE LA BANQUE POURRIE LANDBANSKI

du 9 au 13 mai 2017 : *Les Français qui avaient eu la mauvaise idée de placer leurs économies avec le bureau luxembourgeois de la Landbanski (nationalité islandaise) vont retrouver 9 banquiers au tribunal pour répondre aux accusations d'escroquerie. Comme le chanteur Enrico Macias qui y a perdu sa fortune acquise péniblement à coups de chansons et de vente de disques...*

En 2007 et 2008, la banque proposait aux pigeons propriétaires d'un bien immobilier l'opération suivante (un peu sur le modèle des subprimes américains mais en pire) : ils mettaient leur bien en hypothèque à la banque et recevaient en échange 30% de cash et 70% d'actions de la banque... ou bien des placements faits par la banque sur les places financières.

LoL

Cela ne fonctionnait qu'avec les gens face à de graves soucis de liquidités avec un besoin immédiat de liquidités.

Avec l'explosion de Wall Street, la landbanski a volé dans les airs comme propulsée dans les airs par un puissant volcan islandais au nom imprononçable...

Et à partir de ce moment, les liquidateurs partent en recouvrement de créances et saisissent les appartements mis en caution... Une belle arnaque comme seuls les banquiers savent en faire. A suivre ce mois-ci pour voir sur la justice

française osera mettre en prison, enfin, quelques banquiers qui ont profité de la faiblesse des gens, car c'est bien de cela qu'il s'agit non seulement pour leur voler leur bien immobilier mais aussi pour multiplier la somme due par 4 grâce aux intérêts et à l'indexation sur l'index dow jones.

Après le -777,7 du 29 septembre 2008, les emprunteurs se sont retrouvés avec moins d'un slip sur eux !!!

Mais: la grande leçon de ce procès est que cela a pris 9 ans à la justice pour traduire les banquiers devant le tribunal !!! On apprendra, peut être, combien de clients se sont suicidés entre temps..

TOUS CES PAYS EN FAILLITE QUE MACRON DEVRA CONTOURNER !

du 9 au 13 mai 2017 : De notre lecteur Mr Arfeuille: *"La Grèce est en Faillite. L'Italie est en faillite. Le Portugal est en faillite. L'Espagne est en faillite. Mais la BCE a eu une idée géniale: depuis 2015, elle a prêté à taux zéro 1.500 milliards d'euros aux banques privées européennes !*

Résultat : échec total.

Ces banques ont investi ces 1.500 milliards d'euros en Allemagne (pour 60 % de la somme), en France (pour 20 %), aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Finlande !

L'euro est un échec total. L'Union Européenne est un échec total. Cinq pays détiennent 90% des liquidités injectées par la BCE. Environ 90% de l'excédent de liquidités injecté par la BCE pour soutenir l'activité économique dans la zone euro ont profité à cinq des plus riches pays de la région, montre mardi une étude de la banque centrale".

Techniquement, toute la monnaie de singe fabriquée par la BCE, ou presque, va chez Angela Merkel afin de sauver ce qui peut être sauvé... Et après ça, ces mêmes banques nous disent que tout va bien, et qu'elles prêtent autant qu'avant alors qu'en réalité elles se mettent à l'abri d'un Crash tout en faisant semblant d'opérer normalement pour plaire aux autorités locales.

PUERTO RICO A FAIT FAILLITE... "OFFICIELLEMENT" !

du 9 au 13 mai 2017 : Ca y est: l'île est incapable de rembourser ses 70 milliards de dettes, et donc s'est mise en faillite ce qui va faire pleurer les banques qui ne savent pas trop si elles doivent tirer un trait ou l'étaler sur 150 ans... Il faut dire qu'en 2014, la dette était déjà à 55 milliards, et avec les intérêts elle est montée à 70... pour vous montrer à quel point les intérêts vont vite dès

que les montants sont astronomiques.

Il faut dire qu'avec un taux d'intérêt de 9%, oui 9% payé aux banques privées et hedge funds, l'île ne pouvait que faire faillite après avoir vidé les poches de ses habitants et de ses entreprises, sans parler des 3.000 fonctionnaires virés voici deux ans. Logique que l'île ne fonctionne plus.

GOLDMAN SACHS PRIS LA MAIN DANS LE SAC A TRUANDER LES VENTES AUX ENCHERES DES BONS DU TRESOR

du 9 au 13 mai 2017 : Une fois de plus, la GS est au centre d'un nouveau scandale: la banque aurait triché afin de toujours offrir le meilleur prix pour les Bons du Trésor émis par le gouvernement américain (300 fois par an environ), et, comme par hasard, son offre arrivait à la... dernière seconde. Et du coup, c'est toujours la GS qui remportait la vente. Cela a si bien fonctionné que Goldman a obtenu toutes les ventes de 2007 à 2011, soit en pleine tourmente de l'explosion de Wall Street, juste avant et longtemps après alors que la Fed a accrédité 22 autres établissements bancaires . "*Goldman Sachs won almost all auctions for US Treasury bonds from 2007 to about 2011, a remarkable winning streak that came despite safeguards established by the Treasury to keep bidding competitive, sources familiar with the investigation said*" écrit le New York Post.

Bon, comme le gouvernement économique de Trump est piloté par 5 anciens banquiers de Goldman Sachs, dont le Ministre des Finances Steve Mnuchin, vous pouvez être certains que cela n'ira pas bien loin, évidemment.

Vu que d'autres banques sont concernées par cette affaire (dont la BNP), il va de soi qu'il y aura beaucoup de sable sur le chemin des enquêteurs (CFTC, SEC, Justice etc.) et que ceux ci finiront par être pris par le sable mouvement du temps.

Pour moi, c'est juste un remake de la Salomon Brothers, qui avaient truandé de la même façon. Mais à l'époque, le gouverneur de la Fed, Alan Greenspan, n'avait pas du tout apprécié et a coulé la banque. Il n'en sera pas de même cette fois, soyez en sûr. [Lire ici le NYPost](#).